



RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2023

Conseil municipal 30 mars 2023

I – CONTEXTE MACRO ECONOMIQUE

II – LES DISPOSITIONS FINANCIERES DE LA LOI DE FINANCES POUR 2023 CONCERNANT LES COMMUNES

- **Fiscalité**
- **Dotations**
- **Dispositions d'atténuation des hausses de charges supportées par les collectivités**
- **Création d'un fonds vert**

III – LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2023-2026

3.1 L'EVOLUTION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

A – La fiscalité

1. La fiscalité des 3 taxes
2. L'attribution de compensation reçue de Mayenne Communauté
3. La solidarité reçue de Mayenne Communauté
4. Les impôts indirects

B – Les dotations et participations

1. La dotation forfaitaire
2. Les dotations DSU DSR DNP
3. Les allocations compensatrices versées par l'Etat

C – Les autres recettes de fonctionnement

1. Les produits d'exploitation
2. Les produits domaniaux

3.2 L'EVOLUTION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

A – Les charges à caractère général

B – Les charges de personnel

- Propos introductif
- Présentation globale du BP 2023
- Principaux chantiers RH

C – Les subventions et autres charges de gestion courante

D - Les atténuations de produits

- FPIC
- Reversement conventionnel de fiscalité à la Commune de Parigné
- Reversement conventionnel de fiscalité à Mayenne Communauté

E – Les intérêts de la dette existante

3.3 LES ENSEIGNEMENTS DE LA PROSPECTIVE AVEC L'EVOLUTION DES EPARGNES

3.4 LES ORIENTATIONS DE L'INVESTISSEMENT

A- Préambule

B – Scénario d'investissement

C – Evolution des épargnes

3.5 L'ENDETTEMENT DU BUDGET GENERAL

Evolution de l'encours de dette et de capacité de désendettement

3.6 LA DETTE GARANTIE DE LA VILLE

3.7 L'EVOLUTION DES BUDGETS ANNEXES DE LA VILLE

A – Le budget annexe de l'Eau et de l'assainissement

B – Le budget annexe des Pompes Funèbres

C – Le budget annexe du Crématorium

I - LE CONTEXTE MACRO ECONOMIQUE

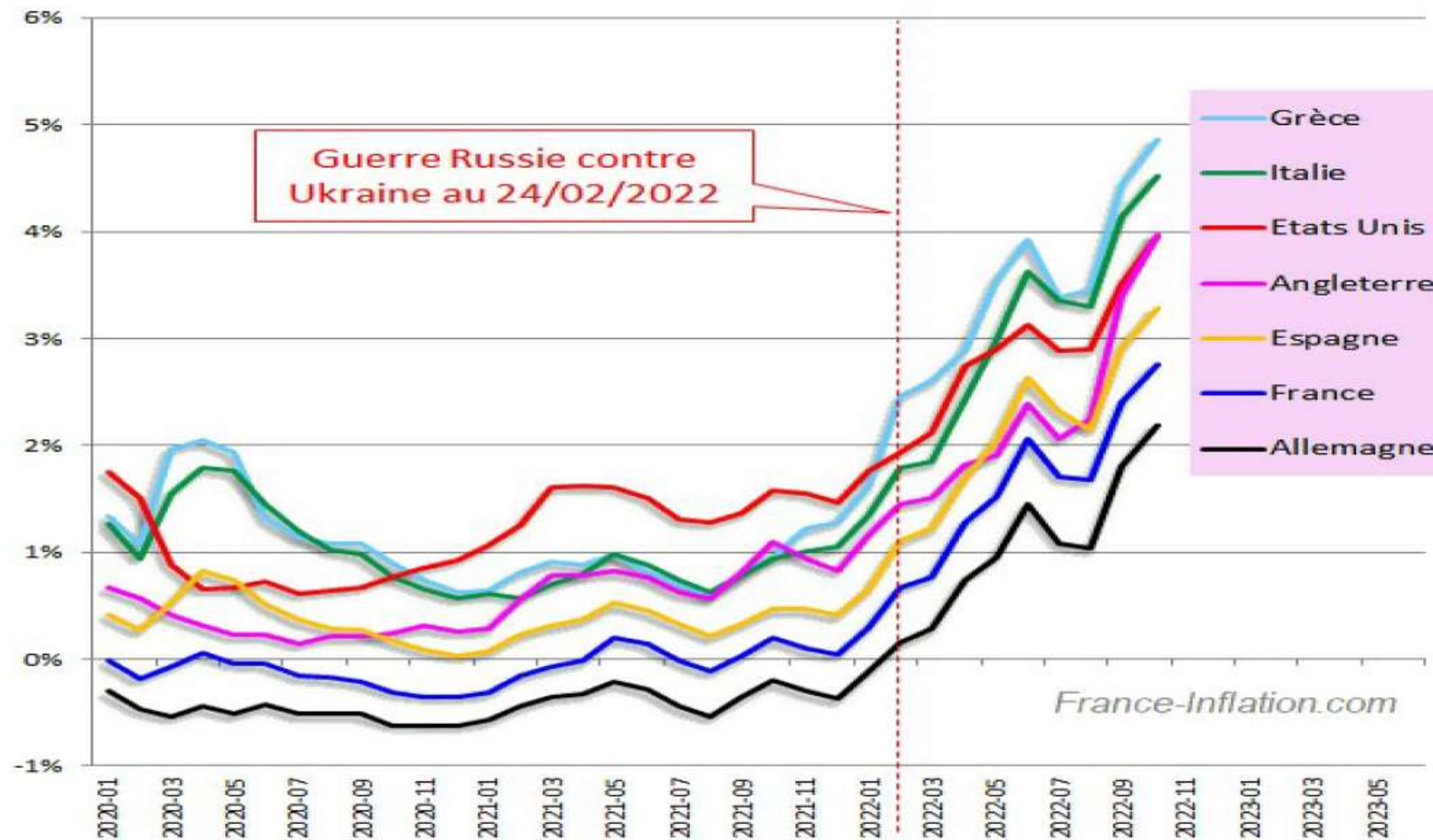
Croissance économique

- Perte de PIB en volume de -8,2% en 2020 en France
- Croissance technique de rattrapage de +6,8% du PIB en 2021
- Prévision de croissance +0,5% en 2023 quasi stagnation en PIB/hab (+1% prévu en LFI 2023)

| En % | 2021 | 2022 | 2023 |
|---|------|------|------|
| Croissance du PIB réel | 6,8 | 2,6 | 0,5 |
| Taux de variation des prix à la consommation (IPCH) | 2,1 | 5,8 | 4,7 |
| Taux de chômage (BIT, France entière, moyenne annuelle) | 7,9 | 7,3 | 7,6 |

Source : Projections de la Banque de France, septembre 2022.

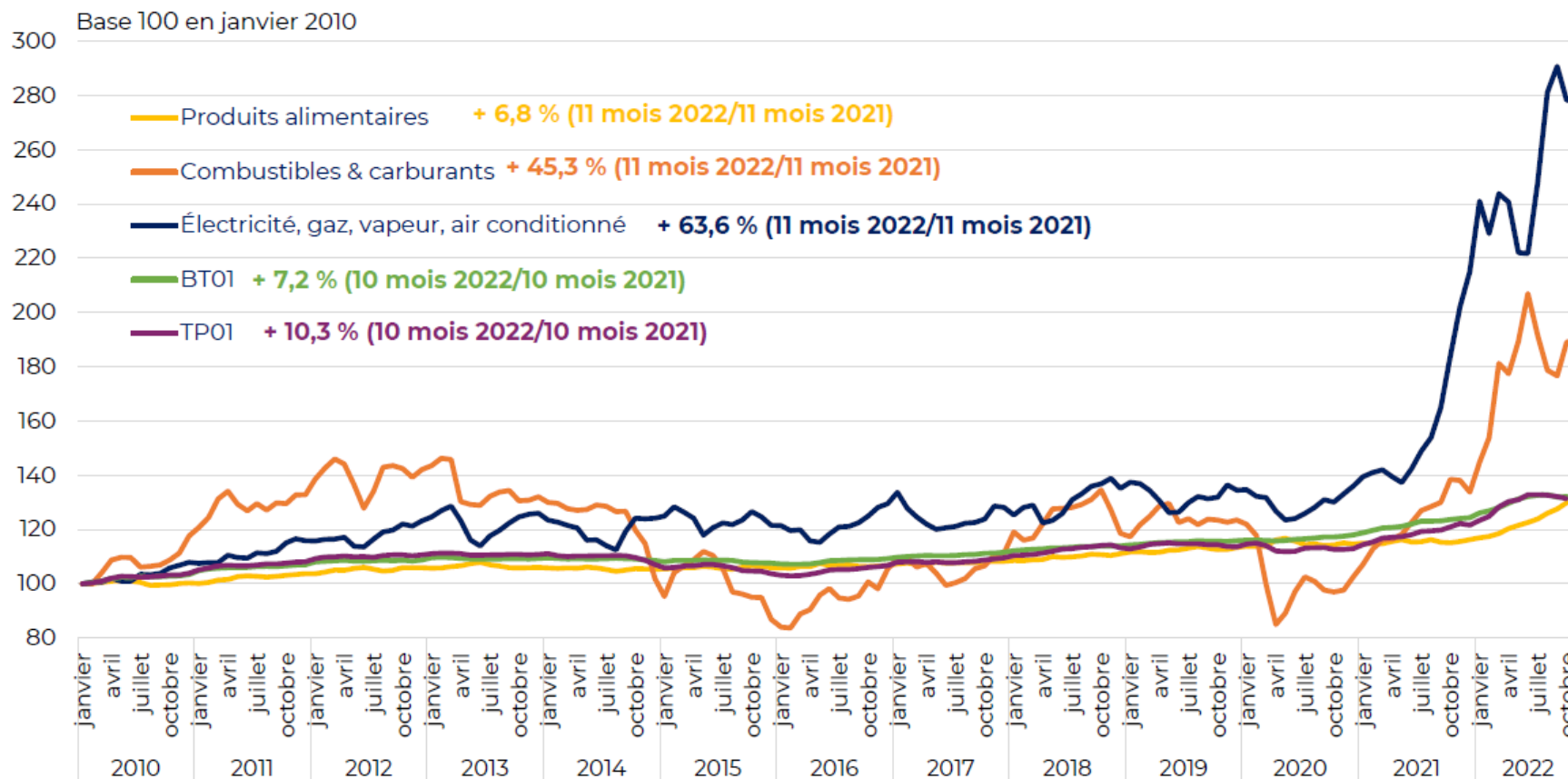
Evolution comparée des taux d'inflation 2020-2023



La France subit une inflation davantage contenue vis-à-vis d'autres pays.

Une inflation très marquée dans le « panier d'achats » du Maire

Évolution de certains indices de prix impactant la dépense locale



Source : [Indices Insee](#), calculs La Banque Postale



Evolution des taux d'intérêt de 2007 à 2023

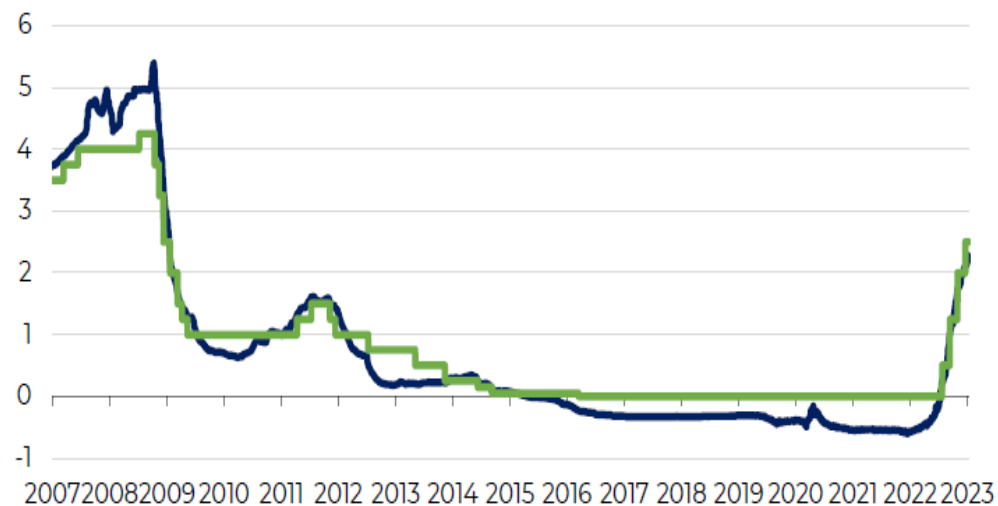
Évolution des taux d'intérêt

OAT 10 ans et taux de swap euros 10 ans (%)



— OAT 10 ans — Taux swap euros 10 ans

EURIBOR 3 mois et taux directeurs BCE (%)



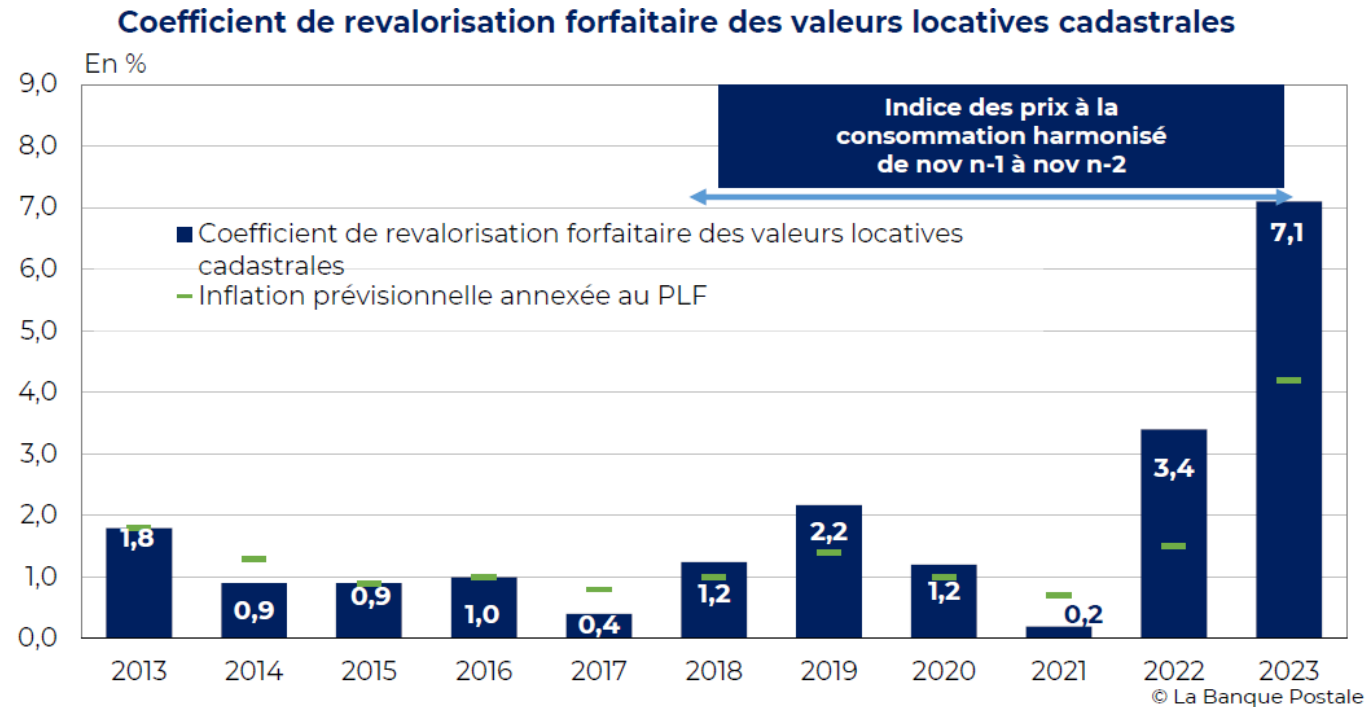
— EURIBOR 3 mois — REFI

Source : Refinitiv Datastream



II - LES DISPOSITIONS FINANCIERES DE LA LOI DE FINANCES POUR 2023 CONCERNANT LES COMMUNES

Fiscalité



Source : [Insee](https://www.insee.fr)

Revalorisation forfaitaire des valeurs locatives pour 2023 : 7.10% due à la forte inflation (revalorisation inédite depuis 1989)

Elle s'applique aux locaux d'habitation mais pas aux locaux professionnels

Fiscalité

- **Pour les locaux professionnels : report de 2023 à 2025 de l'entrée en vigueur de la révision de leurs valeurs locatives qui devait avoir lieu 6 ans après la révision générale de 2017** (article 103)

En 2023, les bases des locaux professionnels seront simplement actualisés en appliquant aux tarifs de chaque secteur et catégorie un coefficient basé sur l'évolution annuelle des loyers des 3 dernières années.

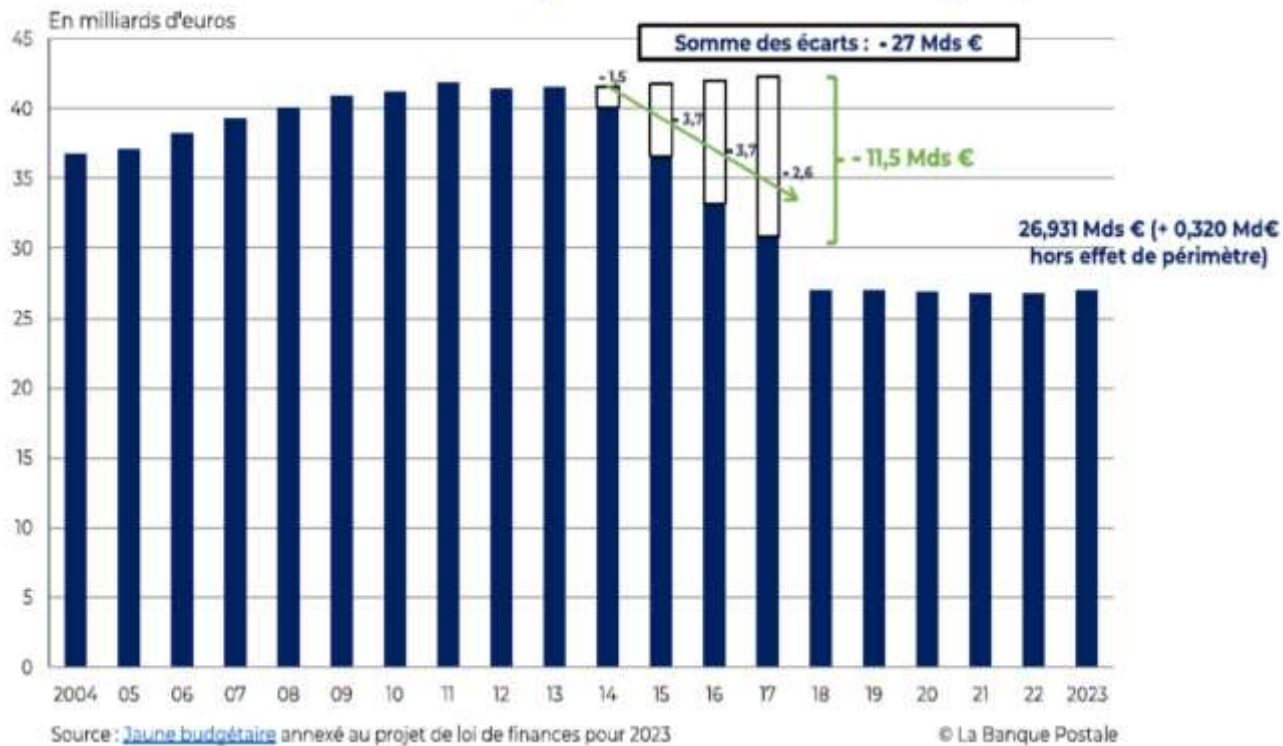
- **Pour les locaux d'habitation : report de 2026 à 2028 de la révision générale de leurs valeurs locatives** (article 106)

Dotations

Evolution de la DGF entre 2004-2023

(DGF totale toutes catég de CT – Art 109 LFI 2023)

Évolution de la dotation globale de fonctionnement (DGF)



L'enveloppe globale de DGF aux collectivités territoriales progresse de 320 millions en 2023

RAPPEL Art 194 LFI 2022 : REFONTE DES INDICATEURS FINANCIERS ET FISCAUX

- La LFI 2022 tire les conséquences des réformes fiscales récentes (sup THRP et réduction de -50% des impôts de production)
- Refonte des indicateurs financiers et fiscaux des C.T. en particulier des communes et des EPCI
- Entrée en vigueur progressive sur 2023-2028 de ces indicateurs pour l'attribution des dotations et fonds de péréquation financière
- La portée des ces nouveaux indicateurs est réduite de :
 - 100% en 2022 (pas d'effet donc en 2022)
 - 90% en 2023
 - 80% en 2024
 - 60% en 2025
 - 40% en 2026
 - 20% en 2027
 - 0% en 2028 (donc plein effet des nouveaux indicateurs en 2028)

L'effort fiscal sert à calculer la DSU / DSR et le FPIC

Le potentiel fiscal et financier sert à calculer la DGF (part péréquation), la DSU / DSR, le FPIC et le FSRIF

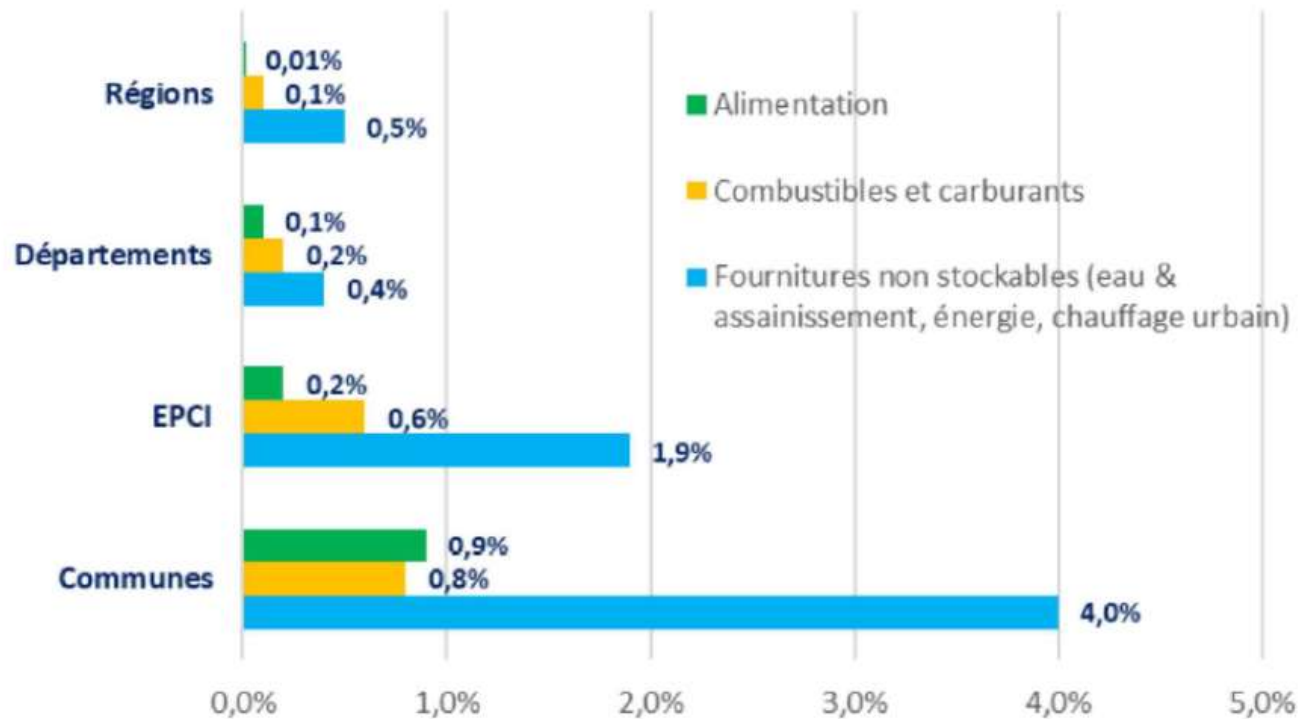
NB : Le CIF des EPCI n'est pas impacté par cette refonte des indicateurs financiers et fiscaux de péréquation

R1



Dispositions d'atténuation des hausses de charges supportées par les collectivités

Part des dépenses d'alimentation et d'énergie dans les dépenses de fonct. des CL



Source : [Cour des comptes, d'après les données DGFIP](#)

On constate que ce sont les Communes qui sont le plus fortement impactées par les charges subissant une forte inflation

Bouclier Tarifaire (article 181):

Réservé aux petites collectivités :

3 critères d'éligibilité :

- Budget annuel (recettes de fonctionnement) \leq 2 M€
- Effectif \leq 10 agents (10 ETP)
- Puissance souscrite sur les différents sites \leq 36 Kw/h / site

Pour ces collectivités bénéficiaires du bouclier électricité (tarifs réglementés de vente d'électricité), **la hausse se limitera à +15%**

Bercy estime à 30 000 collectivités potentiellement bénéficiaires de ce dispositif

Amortisseur Electricité (article 181) :

Ce dispositif s'applique à **toutes les autres collectivités non éligibles au bouclier électricité** (et aux sites de ces collectivités avec une puissance souscrite de \leq 36 kw/h par site)

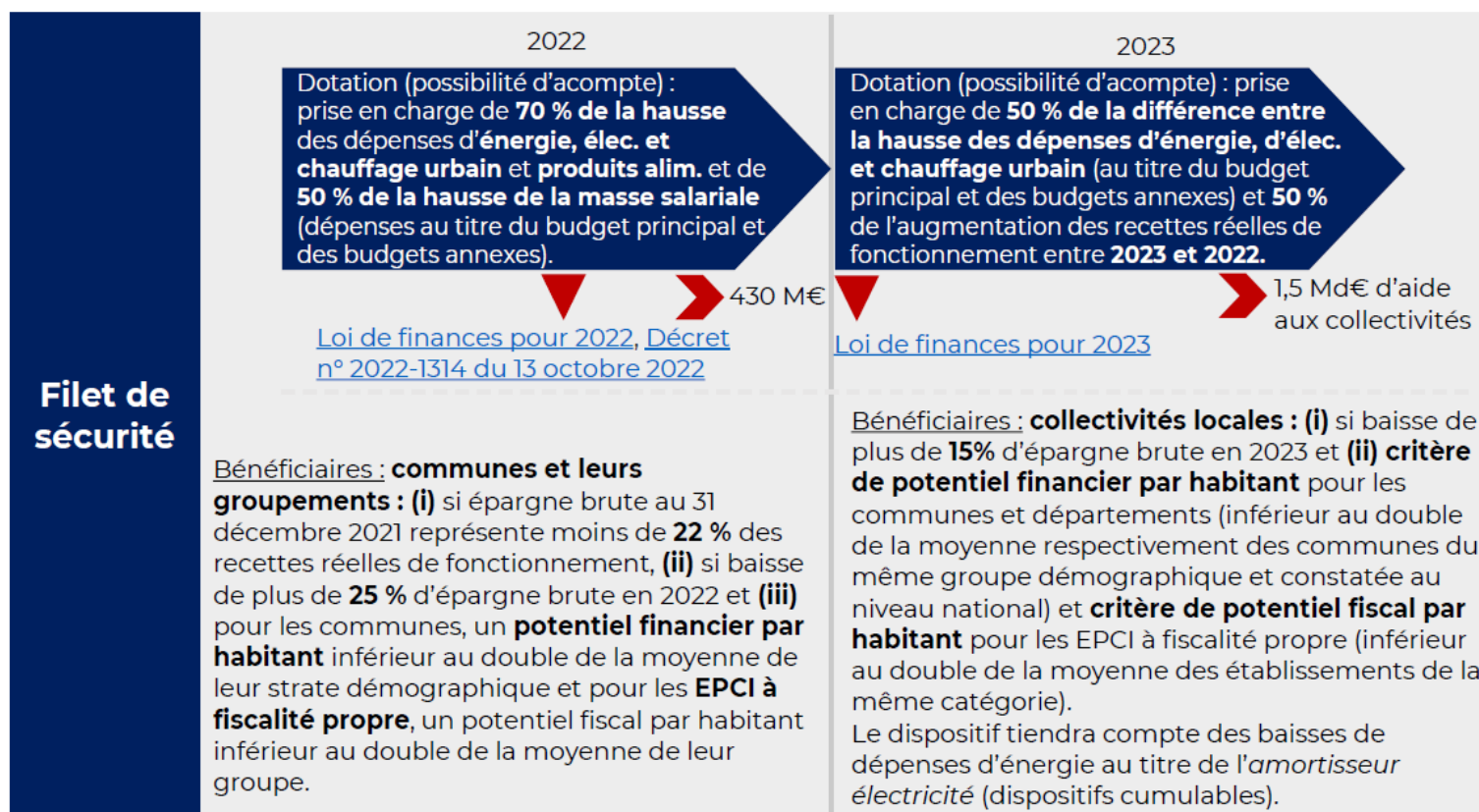
Pour les collectivités bénéficiaires de l'amortisseur électricité, le prix HT de fourniture d'électricité pour leurs offres de marché sont réduits pour chaque collectivité concernée et chaque mois par application :

- d'un montant unitaire en €/Mw/h = Prix part variable électricité HT mentionné au contrat – 180 €/Mw/h fixé au décret
Ce montant unitaire de différence est plafonné à 320 €/Mw/h.
L'amortisseur est ainsi plafonné à un prix de marché de 500 €/Mw/h
- à une quotité fixée par décret à 50% des volumes livrés à la collectivité sur le mois considéré dans la limite de 90% de sa consommation historique

Filet sécurité (article 113) :

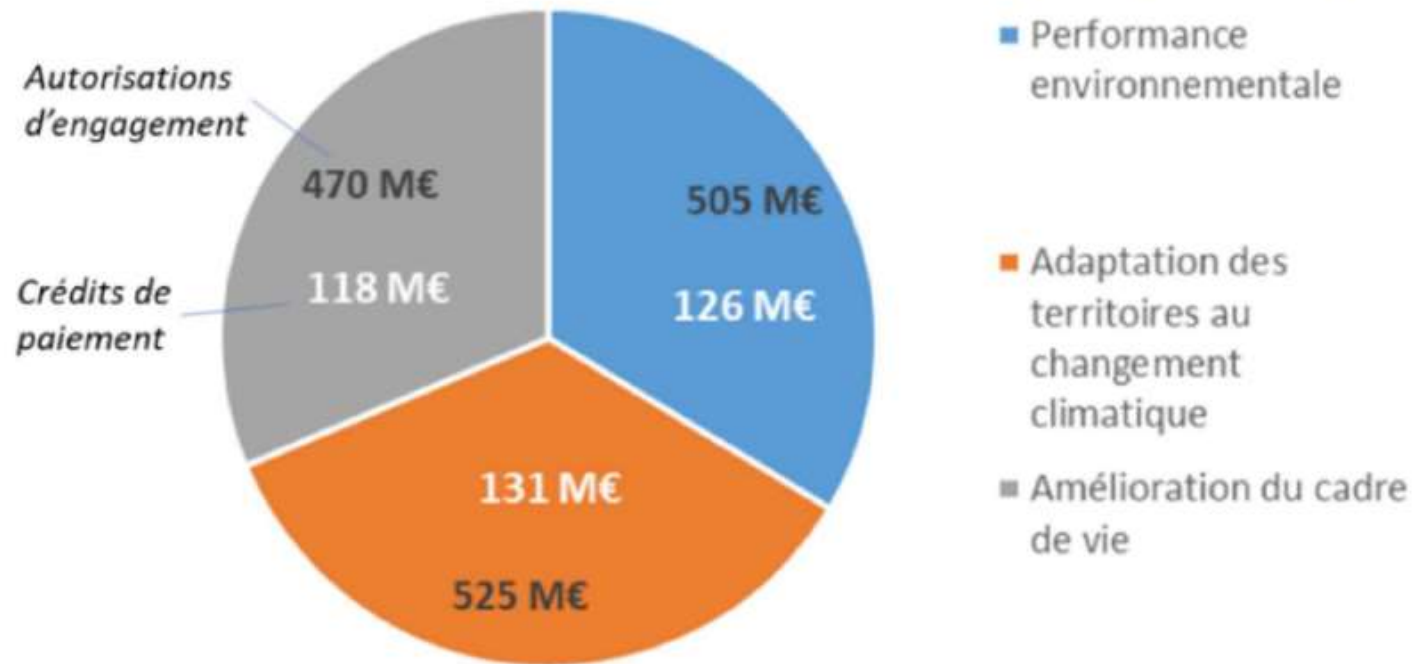
Art. 113 : Filet de sécurité

Mesures d'aides aux collectivités face à l'inflation énergétique



Création d'un fonds vert (article 131)

2 Mds € AE 2023 et 500 M€ CP 2023 du FONDS VERT (Programme 380)



Un « fonds vert » en soutien des investissements de transition écologique des collectivités



III - ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2023-2026

3.1 Evolution des recettes de fonctionnement

A) La fiscalité

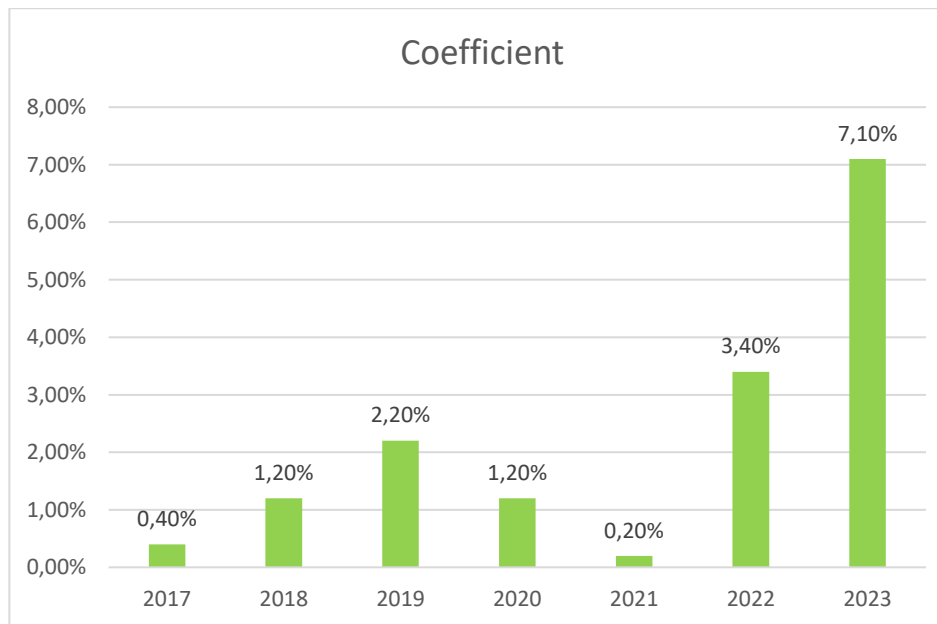
A 1 - La fiscalité des 3 taxes (chapitre 73 des impôts et taxes)

Evolution des bases d'imposition

Depuis la loi de finances pour 2018, le coefficient de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives des locaux d'habitation relève d'un calcul de coefficient basé sur l'indice des prix à la consommation harmonisé entre le mois de novembre N-1 et le mois de novembre N-2.

Avec la relance économique, **en 2022**, le coefficient de revalorisation forfaitaire se situait à un niveau élevé 1.034 et les bases d'imposition ont donc évolué de **3.40% en 2022** pour la taxe foncière et la taxe d'habitation des résidences secondaires.

Avec l'inflation, le coefficient de revalorisation forfaitaire **pour 2023** se situe à un niveau encore plus élevé de 1.071 et les bases d'imposition évoluent donc de **7.10% en 2023**.



La prospective prévoit l'évolution suivante des bases d'imposition de 2023 à 2026 intégrant d'une part, la revalorisation du coefficient forfaitaire pour les locaux d'habitation et d'autre part, une évolution physique.

Pour 2023, la Ville a reçu la notification de ses bases prévisionnelles et en connaît donc l'évolution par rapport à 2022, cette hausse importante s'explique en grande partie par la revalorisation des bases de 7,10% des locaux d'habitation.

| Evolution prévisionnelle des bases d'imposition (en %) | | | | |
|---|--------------|-------------|-------------|-------------|
| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
| Taxe d'Habitation RS | 7,10 | 4,00 | 2,00 | 2,00 |
| Foncier Bâti (*) | 5,71 | 3,49 | 1,56 | 1,56 |
| Foncier Non Bâti | 11,85 | 3,00 | 1,00 | 1,00 |

(*) A noter que pour la taxe foncière sur le bâti, il existe 3 catégories de locaux :

- les locaux d'habitation représentant plus de 65% du total des bases de foncier bâti de la Ville qui bénéficieront de la revalorisation de 7.10% en 2023.
- les locaux à usage professionnel et commercial dont les bases d'imposition de foncier bâti sont, depuis 2019, revalorisées selon une mise à jour annuelle des tarifs en fonction de la catégorie et du secteur auxquels appartiennent ces locaux. Cette revalorisation fait suite à la réforme des valeurs locatives des locaux professionnels. Cette catégorie de locaux représente 23.5% des bases totales de taxe foncière de la Ville.
- Les locaux dénommés « établissements industriels » représentant 11.50% des bases de foncier bâti de la Ville, ne sont pas concernés par la réforme des locaux professionnels. La valeur locative de ces établissements est déterminée selon la méthode comptable appliquée aux immobilisations figurant à l'actif du bilan.
 Ces établissements industriels bénéficient depuis 2021 d'une réduction de 50% de leur valeur locative et la Ville de Mayenne perd notamment une partie de la dynamique habituelle des bases puisque les valeurs locatives de ces établissements industriels évoluent désormais de la même manière que les locaux professionnels.

Taux de TH, TFB et TFNB

Les taux votés lors du budget primitif de 2022 étaient les suivants :

- Taxe habitation (*seulement pour les résidences secondaires*) : **13.04%**
- Taxe Foncière non bâti : **41.20%**
- Taxe Foncière bâti (*sur seulement 50% des bases des établissements industriels qui représentent 11.5% du total des bases de TFB*) : **39.48%**

Malgré

- **les efforts des services** qui se traduisent par des économies de 421 000 € en fonctionnement dès 2023 (*révision des budgets participatifs, animations, communication, travaux en régie et poursuite de la démarche de sobriété énergétique...*),
- **la recherche d'optimisation des recettes de fonctionnement** avec notamment la perspective d'établir de nouvelles facturations pour des occupations de locaux relevant de compétences intercommunales. A ce titre, une estimation de 100 000 € en 2023 est prévue et avec un objectif qui sera poursuivi de 2024 à 2026,
- **l'examen approfondi du PPI** (Plan Pluriannuel d'investissement) **et les arbitrages réalisés** afin de privilégier les investissements répondant prioritairement à l'objectif de transition énergétique et d'impact à court et moyen terme sur nos dépenses, ramenant le PPI de 24.34 millions à 20 millions,

la prospective élaborée **avec le maintien des taux de 2022** sur la période du mandat de 2023 à 2026 présente des niveaux d'épargnes dégradés :

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---------------------------|-----------|-----------|----------|----------|----------|----------|
| Epargne brute | 2 498 618 | 1 273 228 | 798 059 | 795 739 | 476 184 | 553 352 |
| Taux épargne brute | 14,48% | 7,27% | 4,46% | 4,36% | 2,59% | 2,94% |
| Epargne nette | 1 337 821 | 239 349 | -305 926 | -226 144 | -681 424 | -450 533 |

En effet, **une collectivité saine financièrement doit présenter un taux d'épargne brute supérieur à 8%.**

L'épargne nette qui s'est déjà fortement dégradée en 2022 avec la forte inflation, l'explosion des coûts de l'énergie continue à diminuer plus modérément mais apparaît négative dès 2023.

Une autre prospective également **avec le maintien des taux de 2022** et les mêmes optimisations que la précédente a été élaborée en ajoutant les recettes exceptionnelles liées aux indemnités attendues des assurances suite au sinistre du hall d'exposition de novembre 2019.

A ce stade, le montant des indemnités et l'échéancier de versement ne nous ont pas encore été communiqués. Toutefois, une prévision de 800 000 € en 2023 et 2 000 000 € étalés de 2024 à 2026 a été intégrée dans cette prospective.

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Epargne brute | 2 498 618 | 1 273 228 | 1 598 059 | 1 489 530 | 1 196 996 | 1 295 945 |
| Taux épargne brute | 14,48% | 7,27% | 8,55% | 7,88% | 6,29% | 6,65% |
| Epargne nette | 1 337 821 | 239 349 | 494 074 | 495 052 | 96 022 | 374 683 |

En conséquence, ce scénario présente une situation nettement améliorée par rapport au précédent.

Néanmoins, les aléas liés aux indemnités de l'assurance et la faiblesse du taux d'épargne brute et de l'épargne nette ne permettent pas d'envisager une gestion plus sereine de la collectivité et la réalisation des projets d'investissement que nous avons privilégiés.

Aussi, **il est nécessaire de recourir au levier fiscal en prévoyant une hausse modérée des taux comme suit :**

| | Taux 2022 | Taux 2023 | Hausse | |
|---|-----------|-----------|------------|-------|
| Taxe Habitation (résidences secondaires) | 13,04% | 13,43% | 0,39 point | 3,00% |
| Taxe Foncier Bâti | 39,48% | 40,66% | 1,18 point | 3,00% |
| Taxe Foncier Non Bâti | 41,20% | 42,44% | 1,24 point | 3,00% |

A noter que la dernière hausse des taux remonte à 2011 à hauteur de 1%.

COMPARAISON DES 3 TAUX DE FISCALITE AVEC D'AUTRES TERRITOIRES

| | Mayenne - 2021 & 2022 | | | Laval - 2021 | | | Château Gontier 2022 & 2023 | | | La Flèche - 2021 | | |
|-------------------------------------|-----------------------|---------|---------------|--------------|---------|---------------|--------------------------------|---------|---------------|------------------|---------|---------------|
| | Ville | Interco | Consolidé | Ville | Interco | Consolidé | Ville | Interco | Consolidé | Ville | Interco | Consolidé |
| Taxe Habitation (TH) | 13,04% | 12,11% | 25,15% | 19,96% | 11,50% | 31,46% | 10,33% | 13,61% | 23,94% | 15,63% | 10,13% | 25,76% |
| Taxe Foncier bâti (TFB) | 39,48% | 0,63% | 40,11% | 45,77% | 0,36% | 46,13% | 39,26% | 4,35% | 43,61% | 50,09% | 0,03% | 50,12% |
| Taxe foncier non bâti (TFNB) | 41,20% | 4,30% | 45,50% | 35,96% | 3,97% | 39,93% | 33,65% | 9,72% | 43,37% | 42,17% | 1,83% | 44,00% |

| | Fougères - 2021 | | | Vitré - 2021 | | | Sablé - 2022 & 2023 | | | Mayenne - 2023 (si hausse 3 taux de 3%) | | |
|-------------------------------------|-----------------|---------|---------------|--------------|---------|---------------|---------------------|---------|---------------|--|---------|---------------|
| | Ville | Interco | Consolidé | Ville | Interco | Consolidé | Ville | Interco | Consolidé | Ville | Interco | Consolidé |
| Taxe Habitation (TH) | 17,13% | 12,12% | 29,25% | 14,16% | 10,72% | 24,88% | 9,66% | 14,19% | 23,85% | 13,43% | 12,11% | 25,54% |
| Taxe Foncier bâti (TFB) | 42,54% | 1,57% | 44,11% | 36,14% | 1,90% | 38,04% | 37,71% | 8,34% | 46,05% | 40,66% | 0,63% | 41,29% |
| Taxe foncier non bâti (TFNB) | 49,18% | 5,81% | 54,99% | 40,89% | 2,21% | 43,10% | 30,84% | 15,16% | 46,00% | 42,44% | 4,30% | 46,74% |

Source : collectivites-locales.gouv.fr (données 2021)

Le taux de taxe sur le foncier bâti consolidé de Mayenne augmenté de 3% (*produit représentant 97% du produit des 3 taxes*) reste largement inférieur à celui des autres territoires à l'exception de Vitré.

Taux moyen communal constaté en 2022 pour le département de la Mayenne : 45.73%

Source Direction Générale des Finances Publiques

Evolution du produit fiscal

| ESTIMATION PRODUIT FISCAL DE 2023 A 2026 | | | | | | | | | | |
|---|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | Produit 2017 définitif | Produit 2018 définitif | Produit 2019 définitif | Produit 2020 définitif | Produit 2021 définitif | Produit 2022 définitif | Produit 2023 estimé | Produit 2024 estimé | Produit 2025 estimé | Produit 2026 estimé |
| Taxe d'Habitation (Résidences principales & secondaires) | 2 423 330 | 2 438 618 | 2 504 028 | 2 561 118 | | | | | | |
| Taxe d'Habitation (Résidences secondaires) | | | | | 109 379 | 92 954 | 102 527 | 106 628 | 108 761 | 110 936 |
| Taxe Foncier Bâti (Part Ville & ex part Département depuis 2021) | 3 822 463 | 3 886 701 | 3 996 497 | 4 104 537 | 6 136 078 | 6 350 822 | 6 899 050 | 7 139 827 | 7 251 208 | 7 364 327 |
| Taxe Foncier Non Bâti | 53 918 | 55 842 | 56 361 | 55 966 | 55 559 | 58 308 | 67 176 | 69 191 | 69 883 | 70 582 |
| TOTAL PRODUIT NET (après application COCO) | 6 299 711 | 6 381 161 | 6 556 886 | 6 721 621 | 6 301 016 | 6 502 084 | 7 068 753 | 7 315 646 | 7 429 852 | 7 545 845 |
| Evolution N / N-1 | 0,47% | 1,29% | 2,75% | 2,51% | -6,26% | 3,19% | 8,72% | 3,49% | 1,56% | 1,56% |

En 2021, le produit de **taxe foncière sur le bâti** a été d'une part, impacté à la hausse avec la compensation résultant de la perte du produit de taxe d'habitation sur les résidences principales (*récupération du taux de TFB du Département*), et d'autre part, impacté à la baisse avec la réforme des impôts de production dont bénéficient les établissements industriels depuis 2021 (*réduction de 50% des valeurs locatives de ces établissements*). La perte de ce produit fiscal est compensée sous forme d'allocations compensatrices (cf chapitre 74).

En 2022, le produit global des 3 taxes a progressé de 3.19% grâce notamment à la revalorisation du coefficient de revalorisation forfaitaire de 3.40%.

En 2023, il est prévu une évolution de 8.72% de ce produit global s'expliquant essentiellement par la revalorisation forfaitaire de 7.10% et l'évolution physique des bases d'imposition ainsi que par la hausse proposée des taux d'imposition.

Pour les années suivantes, l'évolution du produit repose sur une revalorisation forfaitaire des bases plus faible en lien avec une probable baisse de l'inflation et un maintien des taux.

A 2 – L’attribution de compensation reçue de Mayenne Communauté (chapitre 73 des impôts et taxes)

L’attribution de compensation de **2022** a été ramenée de 4 555 430 € à **4 276 579 €** avec la prise en compte du transfert de la compétence mobilités au 1^{er} juillet 2021 sur 18 mois et l’extension de la compétence jeunesse au 1^{er} janvier 2022 à Mayenne Communauté.

Pour **2023** et les années suivantes, l’attribution de compensation est prévue provisoirement à hauteur de **4 351 395 €** en revenant à une minoration sur 12 mois pour la compétence mobilités.

A noter qu’à ce stade, cette prévision n’intègre pas l’extension au 1^{er} janvier 2023 de la compétence santé publique liée à la prévention santé qui fera l’objet d’une CLECT afin d’évaluer la nouvelle minoration de l’attribution de compensation.

A 3 – La solidarité reçue de Mayenne Communauté (chapitre 73 des impôts et taxes)

FPIC (fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales)

Depuis 2016, la Ville perçoit désormais une partie du FPIC destiné au territoire de Mayenne Communauté (MC et ses Communes membres).

Dans la prospective, une répartition selon le droit commun est prévue de 2023 à 2026 à l’identique des années antérieures.

| Répartition de droit commun du FPIC | | | | | | | | | | | |
|-------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|---------------|----------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | | | | | | | | Estimations | | | |
| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
| Perception du FPIC | 179 817 | 150 930 | 159 683 | 161 344 | 161 591 | 170 902 | 170 175 | 169 000 | 169 000 | 169 000 | 169 000 |
| Contribution au FPIC | 0 | 27 825 | 44 699 | 59 449 | 66 896 | 70 898 | 79 824 | 85 000 | 87 000 | 90 000 | 90 000 |
| Solde du FPIC | 179 817 | 123 105 | 114 984 | 101 895 | 94 695 | 100 004 | 90 351 | 84 000 | 82 000 | 79 000 | 79 000 |

Le montant perçu en 2022 de 170 175 € est quasiment reconduit de 2023 à 2026 pour **169 000 €**.

Dotation de solidarité communautaire (DSC)

Le conseil communautaire d'une communauté de communes à fiscalité professionnelle unique peut, de manière facultative, instituer et verser une DSC à ses Communes membres.

Le nouveau pacte financier, fiscal et solidaire a été signé en 2022, entre Mayenne Communauté et les 33 Communes, pour la durée du mandat (2021-2026). Celui-ci prévoit d'allouer une dotation de solidarité communautaire (DSC) chaque année aux Communes.

Une enveloppe annuelle d'un montant plancher de 300 000 € a été fixée, celle-ci est majorée selon le niveau du taux d'épargne brute de Mayenne Communauté constaté l'année N-1. La répartition de l'enveloppe annuelle a été arrêtée avec l'application de 5 critères et une pondération identique pour chacun d'eux.

En 2021 et 2022 avec une enveloppe globale de MC respectivement de 589 800 € et 641 783 €, la Ville a perçu une DSC de 88 551 € en 2021 et 96 836 € en 2022.

Au vu des perspectives de Mayenne Communauté, celle de la Ville est élaborée avec une prévision selon l'enveloppe plancher de 300 000 € soit **45 266 €** chaque année de 2023 à 2026.

A 4 – Les impôts indirects (chapitre 73 des impôts et taxes)

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | Estimations | | | |
|---|----------------|----------------|----------------|------------------|------------------|------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | | | | | | | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
| Droits de place (marchés) | 22 450 | 21 845 | 24 026 | 22 419 | 13 670 | 1 619 | 20 158 | 21 000 | 21 000 | 21 000 | 21 000 |
| Taxe sur la consommation finale d'électricité | 321 236 | 313 296 | 303 032 | 305 073 | 297 034 | 305 518 | 282 140 | 260 000 | 260 000 | 260 000 | 260 000 |
| Taxe locale sur les emplacements publicitaires (TLPE) | 160 749 | 137 908 | 88 211 | 110 839 | 92 687 | 111 456 | 113 996 | 115 000 | 115 000 | 115 000 | 115 000 |
| Taxe additionnelle sur les droits de mutation | 302 011 | 278 662 | 270 053 | 341 070 | 356 074 | 396 051 | 439 694 | 380 000 | 380 000 | 380 000 | 380 000 |
| Versement mobilités | | | 183 005 | 570 151 | 246 402 | 208 829 | | | | | |
| Taxe crémation | 52 933 | 76 291 | 90 480 | 90 343 | 98 099 | 4 560 | | | | | |
| TOTAL | 859 379 | 828 002 | 958 807 | 1 439 895 | 1 103 966 | 1 028 033 | 855 988 | 776 000 | 776 000 | 776 000 | 776 000 |

S'agissant de la **taxe électricité**, la prospective prévoit la poursuite d'une baisse déjà amorcée en 2022 en raison d'une baisse de la consommation due à la sobriété énergétique et à la flambée des tarifs.

La **taxe additionnelle sur les droits de mutation** a progressé significativement de 2019 à 2022 mais avec la hausse des prix et des taux d'intérêt, une baisse des mutations est anticipée en 2023 et une certaine stabilité par la suite.

Pour rappel, avec le transfert de la compétence mobilités à Mayenne Communauté depuis le 1^{er} juillet 2021, la Ville ne perçoit plus le **versement mobilités**.

La loi de finances pour 2021 a supprimé plusieurs taxes dites de faible rendement dont la **taxe crémation** faisait partie. Depuis 2021, la Ville subit cette perte sans qu'aucune compensation n'ait été prévue par l'Etat.

SYNTHESE PREVISIONS CHAPITRE 73 IMPOTS ET TAXES

| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| 73111 - Impôts directs locaux | 6 502 084 | 7 068 753 | 7 315 646 | 7 429 852 | 7 545 845 |
| 7318 - Autres impôts locaux (rôles supplémentaires) | 25 996 | | | | |
| 73211 - Attribution de compensation | 4 276 579 | 4 351 395 | 4 351 395 | 4 351 395 | 4 351 395 |
| 73212 - Dotation de solidarité communautaire | 96 836 | 45 266 | 45 266 | 45 266 | 45 266 |
| 73223 - Fonds de péréquation des ressources | 170 175 | 169 000 | 169 000 | 169 000 | 169 000 |
| 7336 - Droits de place (marchés) | 20 158 | 21 000 | 21 000 | 21 000 | 21 000 |
| 7351 - Taxe sur l'électricité | 282 140 | 260 000 | 260 000 | 260 000 | 260 000 |
| 73681 - Emplacements publicitaires (TLPE) | 113 996 | 115 000 | 115 000 | 115 000 | 115 000 |
| 7381 - Taxe additionnelle aux droits de mutation | 439 694 | 380 000 | 380 000 | 380 000 | 380 000 |
| 73 - TOTAL CHAPITRE IMPOTS ET TAXES | 11 927 658 | 12 410 414 | 12 657 307 | 12 771 513 | 12 887 506 |
| Evolution N / N-1 | | 4,05% | 1,99% | 0,90% | 0,91% |

A) Dotations et participations (chapitre 74)

B 1) La dotation forfaitaire (composante principale de la DGF allouée par l'Etat)

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Montant théorique avant ponctions | 2 260 468 | 2 208 026 | 2 166 702 | 2 024 222 | 1 608 326 | 1 217 359 | 954 916 | 889 986 | 824 440 | 765 901 |
| Contribution au redressement des finances publiques (2014 à 2017) | | | -141 223 | -354 025 | -356 115 | -170 524 | | | | |
| Ecrêtement de 3 % sur la dotation N-1 car PF/hbt >0,75 fois le PF moyen | | | | -60 764 | -48 250 | | | | | |
| Ecrêtement avec un plafond de 1 % des RRF de N-1 car PF/hbt > 0,75 fois le PF moyen (LF 2017) | | | | | | -64 474 | -45 456 | -52 509 | -40 613 | -45 300 |
| Ponction à cause de la baisse de la population (ou majoration si hausse) | | | | -1 107 | 13 398 | -27 445 | -19 474 | -13 037 | -17 926 | 701 |
| Montant reçu | 2 260 468 | 2 208 026 | 2 025 479 | 1 608 326 | 1 217 359 | 954 916 | 889 986 | 824 440 | 765 901 | 721 302 |
| Baisse annuelle | | -52 442 | -182 547 | -417 153 | -390 967 | -262 443 | -64 930 | -65 546 | -58 539 | -44 599 |

Comme toutes les collectivités, la Ville a contribué au redressement des finances publiques entre 2014 et 2017, période caractérisée par une amputation de la dotation forfaitaire des Communes.

Même si cette contribution s'est arrêtée depuis 2018, la Ville continue à subir une baisse de sa dotation forfaitaire pour les 2 raisons suivantes :

- Les Communes dont le potentiel fiscal par habitant était supérieur à 75% du potentiel fiscal moyen jusqu'en 2021 puis 85% à partir de 2022, subissent un **écrêtement**. Depuis 2017, l'écèlement est plafonné à 1% des recettes réelles de fonctionnement retraitées de l'année N-2. (*Ecrêtement de 56 860 € en 2022*)
- **L'évolution de la population** engendre une diminution ou une hausse de la dotation forfaitaire selon que la population ait baissé ou augmenté.

| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Montant théorique avant ponctions | 721 302 | 660 738 | 635 238 | 576 238 | 516 238 |
| Ecrêtement avec un plafond de 1 % des RRF de N-1 car PF/hbt > 0,85 fois le PF moyen (LF 2022) | -56 860 | 0 | -60 000 | -62 000 | -64 000 |
| "Rabotage" pour financer la majoration de dotation forfaitaire des Communes dont la population augmente (LF 2023) | | -25 000 | | | |
| Ponction à cause de la baisse de la population (ou majoration si hausse) | -3 704 | -500 | 1 000 | 2 000 | 2 000 |
| Montant estimé à percevoir | 660 738 | 635 238 | 576 238 | 516 238 | 454 238 |
| Baisse annuelle estimée | -60 564 | -25 500 | -59 000 | -60 000 | -62 000 |

De 2012 à 2022, la Ville de Mayenne a subi 1 599 730 € de ponctions de l'Etat sur sa dotation forfaitaire.

L'écèlement annuel s'est accentué en 2022 en raison d'une nouvelle disposition de la loi de finances pour 2022 : le seuil d'application est passé de 75% à 85% et de ce fait, environ 3 000 Communes ont cessé d'être écelées et en contrepartie, les autres Communes comme Mayenne le sont davantage.

La loi de finances pour 2023 suspend l'écèlement sur la dotation forfaitaire uniquement pour cet exercice.

Cependant, la prospective ci-dessus prévoit la poursuite de la baisse annuelle de la dotation forfaitaire :

- Un « rabotage » devrait être pratiqué en 2023 afin de financer la majoration de dotation forfaitaire dont vont bénéficier les Communes avec une hausse de leur population
- Légère minoration liée à l'évolution de la population attendue en 2023 puis une prévision plus favorable avec une probable hausse de la population avec notamment la création de nouveaux lotissements ou quartiers.
 A noter que la population retenue pour le calcul de la dotation forfaitaire s'appuie sur les données de l'INSEE du recensement N-3.

B 2) Les dotations DSU-DSR-DNP (autres composantes de la DGF allouées par l'Etat)

| | | | | | | Estimations | | | |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
| Dotation de solidarité urbaine (DSU) | 141 532 | 149 460 | 159 070 | 167 149 | 174 484 | 179 719 | 185 110 | 190 663 | 196 383 |
| Dotation de solidarité rurale (DSR) | 261 943 | 278 354 | 291 391 | 307 366 | 327 947 | 354 183 | 382 517 | 413 119 | 446 168 |
| Dotation nationale de péréquation (DNP) | 8 574 | 10 289 | 9 260 | 8 334 | 7 501 | 6 751 | 6 076 | 5 468 | 4 921 |
| TOTAL | 412 049 | 438 103 | 459 721 | 482 849 | 509 932 | 540 652 | 573 703 | 609 250 | 647 473 |

La prospective prévoit une évolution de 3%/an de la DSU et de 8% pour la DSR et de – 10%/an pour la DNP

B 3) Les allocations compensatrices versées par l'Etat

| | | | | | | Estimations | | | |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
| Taxe Habitation (personnes de condition modeste) | 264 124 | 285 918 | 308 469 | | | | | | |
| Taxe Foncier Bâti (réduction de 50% des bases de TFB des établissements industriels) | | | | 839 661 | 874 008 | 904 208 | 913 250 | 922 383 | 931 606 |
| Taxe Foncier Bâti (autres) | 5 194 | 5 454 | 6 597 | 10 106 | 10 786 | 11 228 | 11 228 | 11 228 | 11 228 |
| Taxe Foncier non bâti | 6 667 | 6 664 | 6 639 | 6 616 | 6 603 | 6 574 | 6 574 | 6 574 | 6 574 |
| TOTAL | 275 985 | 298 036 | 321 705 | 856 383 | 891 397 | 922 010 | 931 052 | 940 185 | 949 408 |

La Ville a reçu la notification des allocations compensatrices à percevoir en 2023.

Avec la **suppression de la taxe d'habitation** sur les résidences principales depuis 2021, le montant des allocations compensatrices de TH perçu en 2020 a été intégré dans le calcul de la compensation accordée à la Ville avec le transfert de la part départementale de taxe sur le foncier.

De nouvelles **allocations compensatrices de taxes foncières** sont perçues depuis 2021 en raison de la réduction de 50% de la valeur locative des établissements industriels qui représentent 11.50% des bases totales de la taxe sur le foncier bâti de la Ville.

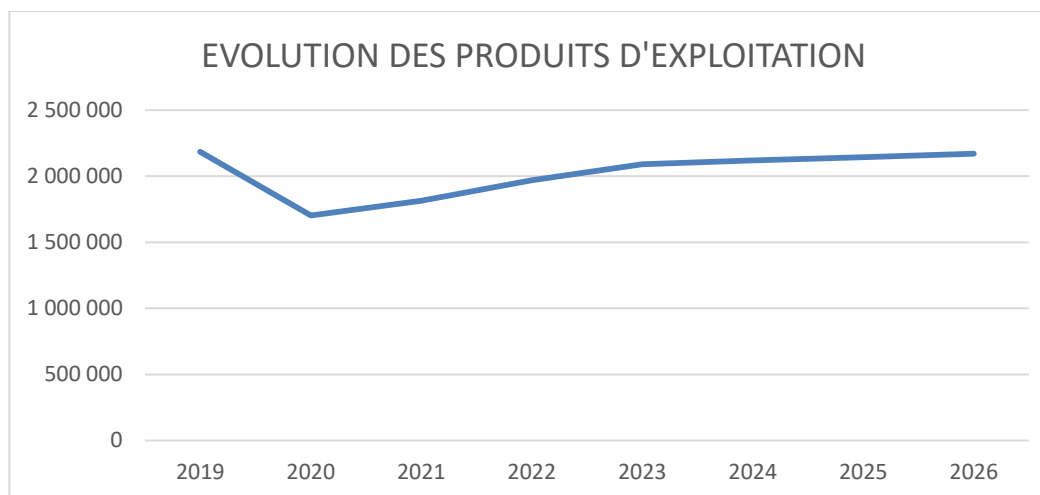
SYNTHESE PREVISIONS CHAPITRE 74 SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS

| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| 7411 - Dotation forfaitaire | 660 738 | 635 238 | 576 238 | 516 238 | 454 238 |
| 74121 - Dotation de solidarité rurale | 327 947 | 354 183 | 382 517 | 413 119 | 446 168 |
| 74123 - Dotation de solidarité urbaine | 174 484 | 179 719 | 185 110 | 190 663 | 196 383 |
| 74127 - Dotation nationale de péréquation | 7 501 | 6 751 | 6 076 | 5 468 | 4 921 |
| 744 - FCTVA | 19 831 | 20 000 | 20 000 | 20 000 | 20 000 |
| 74718 - Autres | 43 301 | 38 400 | 38 400 | 38 400 | 38 400 |
| 7473 - Départements | 43 760 | 20 000 | 20 000 | 20 000 | 20 000 |
| 74741 - Communes membres du GFP | 52 150 | 45 400 | 45 400 | 45 400 | 45 400 |
| 74751 - GFP de rattachement | 0 | 15 000 | 0 | 0 | 0 |
| 7478 - Autres organismes | 0 | 67 000 | 67 670 | 68 347 | 69 030 |
| 74782 - Participation CAF | 633 447 | 589 280 | 595 173 | 601 125 | 607 136 |
| 74783 - Participation MSA | 19 146 | 15 850 | 16 009 | 16 169 | 16 330 |
| 74785 - Participation lycées équipements sportifs | 79 367 | 62 000 | 62 620 | 63 246 | 63 879 |
| 7482 - Compensation pour perte de taxe additionnelle | 1 101 | | | | |
| 74834 - État - Compensation au titre des exonérations | 891 400 | 922 010 | 931 052 | 940 185 | 949 408 |
| 7484 - Dotation de recensement | 2 438 | 2 500 | 2 500 | 2 500 | 2 500 |
| 7485 - Dotation pour les titres sécurisés | 18 694 | 22 000 | 22 000 | 22 000 | 22 000 |
| TOTAL CHAPITRE 74 | 2 975 305 | 2 995 331 | 2 970 764 | 2 962 859 | 2 955 793 |
| Evolution N / N-1 | | 0,67% | -0,82% | -0,27% | -0,24% |

C) Autres recettes de fonctionnement

C 1) Les Produits d'exploitation (chapitre 70)

| 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 2 185 151 | 1 703 612 | 1 814 284 | 1 969 934 | 2 089 600 | 2 119 627 | 2 144 428 | 2 169 553 |



Les produits d'exploitation ont subi une forte baisse (-22%) **en 2020** avec la crise sanitaire (services fermés ou en activité réduite).

En 2021, ces produits ont de nouveau été impactés par la crise mais de façon moins accentuée qu'en 2020. Par ailleurs, 3 facteurs ont conduit à une diminution de ces recettes :

- impact tarification sociale du restaurant scolaire à compter du 1/4/2021 décidée par le conseil municipal (*perte estimée à 40 000 € en 2021*)
- suppression des taxes inhumation et dispersion par la loi de finances 2021 (taxes dites de faible rendement) (*perte annuelle estimée à 7 000 €*)
- exonération des droits de terrasse toute l'année 2021 à cause de la crise sanitaire (*perte de 10 000 €*).

En 2022, on note l'impact à la baisse de la tarification sociale du restaurant scolaire pour un trimestre supplémentaire et la fin des repas destinés aux réfugiés. A l'inverse, la Ville a facturé des remboursements de frais notamment liés aux carburants plus élevés qu'en 2021.

En 2023, une progression de 6% est prévue **globalement pour ce chapitre** avec une hausse espérée des recettes périscolaires en lien avec le travail de la commission ad hoc.

C 2) Les Produits domaniaux (chapitre 75)

| 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---------|---------|---------|---------|---------|
| 289 687 | 380 480 | 488 894 | 494 672 | 500 565 |

En 2023, une baisse de loyers est prévue avec le départ du SYBAMA de la maison Bertrand qui est mise en vente et la perte des loyers dus par le CCAS.

Par ailleurs, un produit de 100 000 € en 2023 et un objectif poursuivi de 2024 à 2026 sont prévus en lien avec une nouvelle facturation qui est envisagée pour des locaux appartenant à la Ville et mis à disposition pour des activités relevant de compétences intercommunales.

3.2. Evolution des dépenses réelles de fonctionnement

A) Charges à caractère général (chapitre 011)

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|--------------------------|-----------|----------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| | 4 481 555 | 3 998 810 | 4 255 399 | 4 843 333 | 4 914 189 | 5 024 918 | 5 119 228 | 5 215 566 |
| Evolution N / N-1 | | -10,77% | 6,42% | 13,82% | 1,46% | 2,25% | 1,88% | 1,88% |

En 2020, on a enregistré une baisse de 10.77 % en raison de la crise sanitaire qui a empêché la réalisation de prestations.

En 2021, ce chapitre a supporté seulement un semestre de transport urbain en raison du transfert de la compétence à Mayenne Communauté au 1/7/2021.

En 2022, on constate une progression de plus de 13% avec la hausse des prix du gaz, de l'électricité, des carburants, des combustibles, des fournitures, de l'alimentation...

Pour 2023, à l'issue de la compilation des demandes de crédits des services, ce chapitre des charges à caractère général faisait apparaître une nouvelle progression de près de 8%.

Comme on l'a déjà évoqué précédemment dans la partie fiscalité, cette hausse n'était pas soutenable financièrement et les efforts des services ont donc contribué à faire des économies à hauteur de 421 000 € limitant ainsi la hausse de 1,46% par rapport à 2022.

Pour les années suivantes, l'évolution est contenue aux alentours de 2%.

B) Charges de personnel (chapitre 012)

L'année 2023 correspond à la sixième année de mise en œuvre de la gestion unifiée du personnel avec Mayenne Communauté comme employeur unique. En effet, depuis le 1^{er} janvier 2018, Mayenne Communauté supporte, dans un premier temps, l'intégralité des charges de personnel.

Chaque mois, selon la convention signée en décembre 2017, Mayenne Communauté appelle le remboursement des charges salariales, en fonction du temps de travail des agents travaillant uniquement pour le compte de la Ville et de celui consacré à la Ville par les agents mutualisés.

| 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 8 026 508 | 8 147 979 | 8 476 734 | 9 157 696 | 9 361 152 | 9 548 375 | 9 739 343 | 9 934 129 |
| | 1,51% | 4,03% | 8,03% | 2,22% | 2,00% | 2,00% | 2,00% |

Propos introductif

Le budget ressources humaines 2022 voté au budget primitif était de 8 912 465 € et le réalisé s'est élevé à 9 157 696€, soit un écart de **245 231 €**.

Pour mémoire, il avait été proposé en préparation budgétaire 2022 une inscription budgétaire 9 083 900 €, soit + 171 435 €.

La différence entre le prévisionnel et le réalisé s'explique comme suit :

Éléments conjoncturels

- Réforme des catégories C en janvier **2022** (70 000 €)
- Réforme des catégories B en septembre 2022 (8 200 €)
- Revalorisation de la valeur du point d'indice de 3,5 % à compter de juillet 2022 (estimée à 140 000 € pour 6 mois)
- Triple revalorisation du SMIC en janvier, mai et août 2022
- Versement de la prime gouvernementale d'inflation destinée à compenser l'augmentation du coût des carburants remboursée intégralement ultérieurement (23 000 €)
- Versement de la GIPA (garantie individuelle du pouvoir d'achat) pour 4 300 €.

Au-delà des éléments ci-dessus, la progression entre le CA 2021 et le CA 2022 repose sur les éléments suivants :

Éléments structurels pour un montant de 135 400 €

- Frais d'assurance exceptionnels, + 67 300 € par rapport aux prévisions.
- Baisse de 44 000€ des indemnités journalières versées par la CPAM et assurance statutaire.
- Mobilités internes et externes conjuguées aux difficultés de recrutement rendent rapidement caduques les prévisions.
- Recensement : 9 600 €. Pour mémoire, en 2021, il avait été budgétisé mais pas réalisé
- Organisation des élections présidentielles et législatives : 14 500 €

Éléments en lien avec le dialogue social et l'attractivité pour un montant minimal * 108 204 €

- Doublement du nombre de chèques déjeuners et extension aux contractuels indiciaires sur contrat de plus de 6 mois. (+ 84 504 € par rapport à 2021).
- Extension de l'IFSE aux contractuels indiciaires sur contrat de plus de 6 mois (*non chiffré)
- Extension de l'adhésion au CNAS aux contractuels indiciaires sur contrat de plus de 6 mois (4 500 €)
- Progression des effectifs d'apprentis (de 3 à 7 sur 2 exercices) (19 200€)

Glissement vieillesse technicité (autour de 2% annuel) + créations de postes et recrutement sur postes vacants : 190 000 €

| DÉPENSES | |
|--|-------------------------|
| Ville de Mayenne | 9 361 152 € |
| <i>Progression avec le BP 2022 (+2%)</i> | <i>203 456 €</i> |
| <i>Dont impact en année pleine courant 2023 des décisions prises 2022</i> | <i>155 400 €</i> |
| <i>Dont impact de la revalorisation du point d'indice en année pleine (+ 6 mois)</i> | <i>141 000 €</i> |
| <i>Dont impact des reports des recrutements réalisés en 2022 en année pleine</i> | <i>14 400 €</i> |
| <i>Dont impact sur le budget 2023 des décisions arbitrables</i> | <i>101 800 €</i> |
| <i>Dont postes publiés en attente de recrutement</i> | <i>34 200 €</i> |
| <i>Dont postes proposés à la création pour 2023</i> | <i>67 600 €</i> |

Une décision modificative sera nécessaire si le gouvernement décide de nouvelles mesures telles que la revalorisation du SMIC ou des mesures en faveur du pouvoir d'achat (*reconduction de la Gipa, etc...*) ou une éventuelle réforme liée à la rémunération des agents statutaires (*revalorisation de grille et/ou évolution de la valeur du point d'indice*)

Cette estimation tient compte :

- des postes ouverts et pourvus au 1^{er} janvier 2023 ;
- des avancements d'échelon connus en fonction des grilles applicables à ce jour.
- Continuité de la politique salariale des contractuels (5 agents d'animation périscolaire appelés à être stagiaires en septembre 2023 ;
- Pérennisation de 3 agents contractuels : un magasinier à la régie des bâtiments, un gestionnaire marché public, un gestionnaire GPEEC,
- Remplacement des agents partis ou à partir à la retraite : 2 agents non remplacés.

Focus sur les besoins saisonniers et les remplacements

| | |
|---|------------------|
| Accroissement d'activités liées à des événements récurrents (portage des journaux d'information, recensement de la population) | 37 000 € |
| Besoins saisonniers | 40 600 € |
| Dont Courte échelle | 14 900 € |
| Dont Planète Mômes | 13 700 € |
| Dont relations avec le public | 4 000 € |
| Dont Écoles élémentaires | 8 000 € |
| Remplacement des agents | 423 700 € |
| Dont Raisons de santé | 204 300 € |
| Dont Autres absences (conгés payés, formation, temps partiel) | 219 400 € |

Focus sur l'assurance statutaire

L'offre issue du groupement de commande coordonné par le CDG 53 est estimée à 1,58 % de la masse salariale (contre 2,14 % sur le contrat actuel), ce qui laisse présager d'une dépense d'environ 60 200 € (contre 81 200 € pour l'année 2022).

Focus sur les chèques déjeuners

En 2022, le coût annuel était de 186 534€ soit 84 504€ de plus que pour 2021. Pour 2023, il est prévu 210 700€ (soit une progression attendue de 24 200 € par rapport à 2022).

| RECETTES | |
|---|------------------|
| TOTAL | 570 100 € |
| Dont GUP (Indemnités journalières, remboursements décharges syndicales, compensation SFT) | 66 700 € |
| Dont Participation des agents aux chèques déjeuner | 91 100 € |
| Dont mise à disposition technicien eau | 27 100 € |
| Dont facturation budget des pompes funèbres | 337 000 € |
| Dont mise à disposition personnel auprès du CCAS | 48 200 € |

Principaux chantiers RH

Le temps de travail

Conformément à l'article 47 de la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique prévoit la suppression des régimes dérogatoires à la durée légale du travail, la durée du temps de travail des agents employés par la collectivité a été harmonisée à 1.607 heures à compter du 1^{er} janvier 2022.

Par délibération du 16 décembre 2022, le conseil communautaire a approuvé cette durée de temps de travail et a arrêté des règlements de temps de travail pour les services. Ainsi, la démarche d'élaboration de ce nouveau temps de travail, qui a nécessité 102 heures de concertation avec les organisations syndicales, poursuit deux objectifs stratégiques :

- harmoniser et formaliser les pratiques et procédures en matière d'organisation et de gestion du temps de travail afin de permettre l'équité de traitement entre les agents ;
- donner un cadre et des règles générales communes dans le but d'améliorer les conditions de vie au travail et de favoriser l'émergence d'une culture commune afin de maintenir l'engagement et la motivation des agents au quotidien en donnant du sens au travail.

Mieux identifier les coûts liés aux arrêts de travail liés à la maladie

À des fins de transparence budgétaire et d'analyse, il sera progressivement développé des outils en matière de suivi concernant :

- les agents en congé longue maladie ;
- les agents en congé longue durée ;
- les agents en temps partiel thérapeutique.

Si la collectivité est effectivement couverte par une assurance statutaire, cette garantie ne couvre pas l'intégralité des coûts engendrés du fait de l'application d'une franchise dans certaines situations et le recours régulier à un agent contractuel pour pallier l'absence de l'agent considéré.

Par ailleurs, la collectivité, en tant qu'employeur, se doit d'accompagner mieux encore le retour à l'emploi des agents ayant des contre-indications médicales et d'adapter son organisation en tenant compte des évolutions souhaitées par l'agent en lien avec les besoins de la collectivité.

Dématérialisation des procédures en matière de ressources humaines

Courant 2023, certains services testeront la dématérialisation des plannings et des congés via la solution CIRIL, l'objectif étant d'aboutir début 2025 au déploiement complet pour l'ensemble des services de Mayenne Communauté. Il en sera de même en matière d'entretiens professionnels.

Renégociation de l'accord pluriannuel salarial

L'accord pluriannuel salarial est arrivé à terme et a déjà fait l'objet d'un avenant pour l'année 2022. Il conviendra de rouvrir ce dossier dans le courant de l'exercice dans la mesure où le contexte budgétaire est incertain.

Participation à la prévoyance et à la complémentaire santé

Le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022, précise les garanties minimales au titre de la couverture prévoyance et définit les montants de référence permettant de déterminer la participation minimale obligatoire des employeurs au financement des cotisations de protection sociale complémentaire destinées à couvrir les risques santé et prévoyance :

- Pour le risque santé, cette participation ne pourra être inférieure à 50 % du montant de référence fixé à 30 €, soit 15 €. L'obligation de participation financière en santé s'impose aux employeurs territoriaux à compter du 1^{er} janvier 2026.
- Pour le risque prévoyance, la participation ne pourra être inférieure à 20 % du montant de référence fixé à 35 €, soit 7 €. L'obligation de participation financière en prévoyance s'impose aux employeurs territoriaux à compter du 1^{er} janvier 2025.

Dans cette optique, il a été décidé de recourir à un cabinet de courtage afin d'accompagner la collectivité dans la définition d'un cahier des charges ayant pour finalité de retenir un opérateur unique dans le cadre d'un contrat de groupe auquel chaque agent aura la possibilité d'adhérer ou non.

La délibération du Conseil communautaire du 23/03/2023 a acté le principe d'une participation pour la prévoyance de 15 à 25 € mensuel à compter du 01/01/2024.

C) Les subventions et autres charges de gestion courante (chapitre 65)

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| 6518 - Autres | 15 846 | 28 641 | 19 005 | 19 765 | 20 161 | 20 564 |
| 6531 - Indemnités | 167 495 | 170 838 | 174 000 | 177 480 | 181 030 | 184 650 |
| 6532 - Frais de mission | 0 | 1 372 | 1 500 | 1 500 | 1 500 | 1 500 |
| 6533 - Cotisations de retraite | 14 200 | 17 733 | 18 000 | 18 000 | 18 000 | 18 000 |
| 6534 - Cotisations de sécurité sociale | 11 594 | 14 504 | 19 400 | 19 400 | 19 400 | 19 400 |
| 6535 - Formation | 0 | 95 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6541 - Créances admises en non-valeur | 9 555 | 2 137 | 5 000 | 5 000 | 5 000 | 5 000 |
| 6542 - Créances éteintes | 7 280 | 18 492 | 20 000 | 20 000 | 20 000 | 20 000 |
| 6553 - Service d'incendie | 414 212 | 421 185 | 440 063 | 457 666 | 466 819 | 476 155 |
| 65548 - Autres contributions dont TEM | 0 | 80 911 | 162 000 | 168 480 | 171 850 | 175 287 |
| 657362 - CCAS | 520 000 | 520 000 | 595 000 | 620 000 | 620 000 | 620 000 |
| 65738 - Autres organismes publics | 0 | 25 717 | 21 300 | 21 300 | 21 300 | 21 300 |
| 6574 - Subventions de fonctionnement aux associations | 870 343 | 923 304 | 1 069 512 | 1 020 000 | 1 020 000 | 1 020 000 |
| 65888 - Autres | 7 292 | 7 676 | 7 500 | 7 500 | 7 500 | 7 500 |
| TOTAL CHAPITRE 65 | 2 037 817 | 2 232 604 | 2 552 280 | 2 556 091 | 2 572 559 | 2 589 356 |

Contingent SDIS : augmentation significative en 2023 (+ 4.48%) liée à l'inflation puis prévision de 4% en 2024 et 2% en 2025 et 2026.

Autres contributions : A partir de 2023, la pose et la dépose des illuminations de Noël et la maintenance éclairage public ne sont plus imputées au chapitre 011 mais au chapitre 65.

Subvention au CCAS : le montant est porté de 520 000 € à 595 000 € en 2023 vu que les réserves sont épuisées et vu notamment l'application du Ségur de la santé depuis le 1^{er} avril 2022 (complément de traitement indiciaire)

Subventions aux associations : En 2023, nouveau coût supplémentaire pour le contrat association des écoles privées (hausse des charges dont les fluides et moins d'élèves dans le public), subvention à la Région de 50 000 € pour la course cycliste et hausse de la subvention aux Possibles en raison de l'intégration de 2 agents dans l'association.

D) Atténuation de produits (chapitre 014)

FPIC

| | Répartition de droit commun du FPIC | | | | | | | | | | |
|----------------------|-------------------------------------|----------------|----------------|----------------|---------------|----------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | | | | | | | | Estimations | | | |
| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
| Perception du FPIC | 179 817 | 150 930 | 159 683 | 161 344 | 161 591 | 170 902 | 170 175 | 169 000 | 169 000 | 169 000 | 169 000 |
| Contribution au FPIC | 0 | 27 825 | 44 699 | 59 449 | 66 896 | 70 898 | 79 824 | 85 000 | 87 000 | 90 000 | 90 000 |
| Solde du FPIC | 179 817 | 123 105 | 114 984 | 101 895 | 94 695 | 100 004 | 90 351 | 84 000 | 82 000 | 79 000 | 79 000 |

La principale dépense de ce chapitre concerne la **contribution au FPIC** (Fonds de péréquation des ressources intercommunales et Communales). Pour le territoire de Mayenne Communauté, la répartition du FPIC se fait, depuis 2016, selon la procédure de droit commun.

En 2016, le territoire de Mayenne Communauté n'était pas contributeur au FPIC donc la Ville de Mayenne ne contribuait pas. Depuis 2017, le territoire est devenu contributeur et la Ville contribue à un niveau qui progresse chaque année (79 824 € en 2022).

Dans ce contexte, une progression est prévue les 2 prochaines années.

Reversement conventionnel de fiscalité à la Commune de Parigné

Depuis la modification en 1983 des limites territoriales entre les Communes de Mayenne et Parigné et donc la cession de plus de 11 ha de la zone industrielle des Perrouins par la Commune de Parigné au profit de la Ville de Mayenne, une convention prévoit le reversement annuel par la Ville à la Commune de Parigné, à durée illimitée de 40% des taxes perçues (en 2023 : prévision de 7 155 €).

Reversement conventionnel de fiscalité à Mayenne Communauté (TFB des ZA)

Conformément au pacte financier, fiscal et solidaire conclu entre MC et les Communes membres, à partir de 2023, la Ville doit reverser à MC une partie de la taxe foncière sur le bâti qu'elle perçoit sur les extensions ou implantations d'entreprises réalisées depuis 2017 et situées dans les ZA.

En 2023, un montant de 12 643 € est dû pour les années 2019 à 2021 puis une estimation de 4 000 € est prévue chaque année de 2024 à 2026.

SYNTHESE PREVISIONS CHAPITRE 014 ATTENUATIONS DE PRODUITS

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|---------------|----------------|----------------|
| 739113 - Reversements conventionnels de fiscalité | 6 560 | 6 643 | 6 523 | 6 687 | 19 798 | 11 700 | 11 934 | 12 173 |
| 7391171 - Dégrèvement de taxe foncière | 922 | 933 | 937 | 23 | 1 000 | 1 000 | 1 000 | 1 000 |
| 739223 - Fonds de péréquation des ressources (FPIC) | 59 449 | 66 896 | 70 898 | 79 824 | 85 000 | 87 000 | 90 000 | 90 000 |
| TOTAL chapitre 014 | 66 931 | 74 472 | 78 358 | 86 534 | 105 798 | 99 700 | 102 934 | 103 173 |

E) Intérêts de la dette existante (chapitre 66)

La Ville qui n'avait pas contracté de nouveaux emprunts depuis 2012 a emprunté 900 000 € en 2022.

Pour la dette existante uniquement, le montant des intérêts évolue de la façon suivante :

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|--|---------|---------|---------|---------|---------|---------|--------|--------|
| 66111 - Intérêts de la <u>dette existante</u> | 255 302 | 215 536 | 174 940 | 146 807 | 157 947 | 132 522 | 98 365 | 67 218 |

3.3 Enseignements de la prospective avec l'évolution des épargnes (avec uniquement la dette existante et donc sans réalisation du PPI)

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Recettes de fonctionnement courant | 17 169 222 | 17 340 356 | 18 052 028 | 18 412 796 | 18 549 676 | 19 028 278 |
| Dépenses de fonctionnement courant | 14 599 676 | 16 078 019 | 16 932 564 | 17 228 184 | 17 533 163 | 17 841 323 |
| Epargne de gestion | 2 569 546 | 1 262 337 | 1 119 464 | 1 184 612 | 1 016 512 | 1 186 954 |
| Epargne brute | 2 498 618 | 1 273 228 | 1 808 126 | 1 767 940 | 1 634 840 | 1 827 210 |
| Remboursement courant du capital de la dette existante | 1 160 797 | 1 033 878 | 1 103 985 | 941 978 | 896 358 | 620 654 |
| Epargne nette | 1 337 821 | 239 349 | 704 141 | 825 962 | 738 482 | 1 206 556 |
| Taux d'épargne brute : Epargne brute / RRF | 14,48 | 7,27 | 9,56 | 9,24 | 8,48 | 9,25 |

L'observation de l'évolution des épargnes avec une hypothèse théorique de non réalisation du PPI, permet d'évaluer l'impact des mesures proposées sur la section de fonctionnement.

Pour rappel, il s'agit de la recherche d'économies par les services, la prévision de nouvelles recettes tarifaires et des indemnités des assurances ainsi que la hausse des taux.

Le **ratio de taux d'épargne brute** représente la part des recettes de fonctionnement que la Ville dégage pour financer la section d'investissement. Ce ratio se situerait à un niveau satisfaisant de 2023 à 2026 étant supérieur au seuil de 8%.

Grâce à la baisse importante du remboursement du capital de la dette existante en 2026, l'**épargne nette** s'améliorerait considérablement.

3.4 Orientations concernant l'investissement

A) Préambule

L'exécution de l'exercice 2022 conduit à disposer **en 2023 d'un excédent de fonctionnement disponible de 997 708 € pour autofinancer les investissements du budget principal de la Ville** (Pour rappel, en 2021 et 2022, l'excédent disponible s'élevait respectivement à 5 309 040 € et 2 672 272 €).

Outre cet excédent de fonctionnement disponible, l'autofinancement sera constitué des recettes suivantes :

- l'épargne nette annuelle
- les subventions d'équipement,
- le FCTVA (Fonds de Compensation de la TVA) perçu sur les investissements réalisés l'année antérieure (taux de 16.404% s'appliquant sur le montant TTC des dépenses éligibles)
- la taxe d'aménagement
- les amendes de police
- le produit de cessions

A noter que la prospective prévoit chaque année de conserver un fonds de roulement de 200 000 €.

B) Scénario d'investissement élaboré selon un projet de PPI de 2023 à 2026

Ce projet de PPI a pour objectif de recenser les projets issus du programme politique déjà engagés et les projets en cours de réflexion.

Au regard des résultats financiers de 2023 et de l'évolution du contexte national et international, celui-ci fera l'objet d'arbitrages également en fonction de nos capacités financières et capacités humaines de nos services mutualisés.

| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Total |
|--|------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|------------------|
| ADMINISTRATION GENERALE | | | | | | |
| Investissement | 1 012 985 | 939 958 | 332 000 | 332 000 | 357 785 | 2 974 728 |
| Subvention | 259 612 | 203 892 | 0 | 0 | 0 | 463 504 |
| Reversement de 75% de la TA à MC | | | | | | |
| Investissement | - | 57 759 | 12 000 | 12 000 | 13 241 | 95 000 |
| Subvention | - | - | - | - | - | |
| | - | - | - | - | - | |
| Budget Démocratie participative | | | | | | |
| Investissement | - | 46 615 | 0 | | 0 | 46 615 |
| Subvention | - | - | - | - | - | 0 |
| | - | - | - | - | - | 0 |
| Participation Meduane Habitat / Projet Providence | | | | | | |
| Investissement | - | - | - | 0 | 25 000 | 25 000 |
| Subvention | - | - | - | - | - | 0 |
| | - | - | - | - | - | 0 |
| Cimetière | | | | | | |
| Investissement | 100 851 | 4 277 | - | - | - | 105 128 |
| Subvention | - | - | - | - | - | 0 |
| | - | - | - | - | - | 0 |
| Hôtel de ville et de communauté | | | | | | |
| Investissement | - | - | - | - | - | - |
| Subvention | - | - | - | - | - | - |
| | - | - | - | - | - | - |
| Informatique | | | | | | |
| Investissement | 148 772 | 191 731 | 70 000 | 70 000 | 70 497 | 551 000 |
| Subvention | - | - | - | - | - | - |
| | - | - | - | - | - | - |
| Autre réalisé 2022 & autres crédits reportés de 2022 | | | | | | |
| Investissement | 454 517 | 243 589 | - | - | - | 698 106 |
| Subvention | 259 612 | 203 892 | - | - | - | 463 504 |
| | - | - | - | - | - | 0 |

Envoyé en préfecture le 31/03/2023

Reçu en préfecture le 31/03/2023

Publié le

S²LO

ID : 053-215301474-20230330-CM30032023_02-DE

| | | | | | | |
|--|----------------|----------------|---------|----------------|---------|----------------|
| Matériels fonctionnements services | | | | | | |
| Investissement | 100 953 | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 99 047 | 500 000 |
| Subvention | - | - | - | - | - | - |
| | - | - | - | - | - | - |
| Véhicules | | | | | | |
| Investissement | 207 892 | 295 987 | 150 000 | 150 000 | 150 000 | 953 879 |
| Subvention | - | - | - | - | - | - |
| | - | - | - | - | - | - |
| | - | - | - | - | - | - |
| AMENAGEMENT | | | | | | |
| Investissement | 197 168 | 425 140 | - | 300 000 | - | 922 308 |
| Subvention | 136 666 | - | - | 114 926 | - | 251 592 |
| | | | | | | |
| Requalification quartier Pommier (en parallèle de l'école Curie) | | | | | | |
| Investissement | - | 60 000 | | 300 000 | - | 360 000 |
| Subvention | - | - | - | 114 926 | - | 114 926 |
| | - | - | - | - | - | - |
| SOLDE TRX AMENAGEMENT 2022 dont Prieuré Berne & Bd A France | | | | | | |
| Investissement | 197 168 | 365 140 | - | - | - | 562 308 |
| Subvention | 136 666 | | - | - | - | 136 666 |
| | - | - | - | - | - | |
| ANIMATIONS VILLE | | | | | | |
| Investissement | - | 20 000 | | 20 000 | | 40 000 |
| Subvention | - | - | - | - | - | |
| | - | - | - | - | - | |
| Animations ville | | | | | | |
| Investissement | - | 10 000 | - | 20 000 | - | 30 000 |
| Subvention | - | - | - | - | - | - |
| | | | | | | |

| | | | | | | | |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|----------------|-------------------|--|
| EQUIPEMENTS SPORTIFS | | | | | | | |
| <i>Investissement</i> | 1 004 643 | 448 232 | - | - | - | 1 452 875 | |
| <i>Subvention</i> | 411 333 | 191 183 | - | - | - | 602 516 | |
| | - | - | - | - | - | | |
| Rénovation salle Robert Buron | | | | | | | |
| <i>Investissement</i> | 700 907 | 130 368 | - | - | - | 831 275 | |
| <i>Subvention</i> | 276 333 | 129 083 | - | - | - | 405 416 | |
| | - | - | - | - | - | | |
| Terrain synthétique (achèvement) | | | | | | | |
| <i>Investissement</i> | 228 442 | - | - | - | - | 228 442 | |
| <i>Subvention</i> | 135 000 | 62 100 | - | - | - | 197 100 | |
| | - | - | - | - | - | | |
| Rénovation du boulodrome | | | | | | | |
| <i>Investissement</i> | 75 294 | 317 864 | - | - | - | 393 158 | |
| <i>Subvention</i> | | 0 | - | - | - | 0 | |
| | - | - | - | - | - | | |
| Construction couloir athlétisme | | | | | | | |
| <i>Investissement</i> | | | | | | | |
| <i>Subvention</i> | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| Construction hall de tennis et salle de combat | | | | | | | |
| <i>Investissement</i> | | | | | | | |
| <i>Subvention</i> | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| PATRIMOINE BATI | | | | | | | |
| <i>Investissement</i> | 850 484 | 2 135 767 | 4 033 287 | 2 909 638 | 705 000 | 10 634 176 | |
| <i>Subvention</i> | 10 665 | 528 000 | 872 028 | 1 300 000 | 150 000 | 2 860 693 | |
| | | | | | | | |
| Accessibilité bâtiments communaux | | | | | | | |
| <i>Investissement</i> | - | 0 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 150 000 | |
| <i>Subvention</i> | - | - | - | - | - | - | |

| | | | | | | |
|---|---------|-----------|-----------|-----------|---------|------------------|
| Rénovation centre technique municipal | - | - | - | - | - | - |
| Investissement | - | 0 | 0 | | | 0 |
| Subvention | - | - | - | - | - | - |
| | - | - | - | - | - | - |
| Basilique et église | | | | | | |
| Investissement | 13 446 | 23 267 | 213 287 | - | - | 250 000 |
| Subvention | - | - | - | - | - | - |
| | - | - | - | - | - | - |
| Rénovation énergétique & ventilation école Angellerie | | | | | | |
| Investissement | - | - | 0 | 455 000 | 455 000 | 910 000 |
| Subvention | - | - | - | - | 150 000 | 150 000 |
| | - | - | - | - | - | - |
| Rénovation Ecole P et M Curie | | | | | | |
| Investissement | 108 907 | 230 000 | 3 500 000 | 2 109 093 | - | 5 948 000 |
| Subvention | 4 357 | | 872 028 | 1 300 000 | - | 2 176 385 |
| | - | - | - | - | - | - |
| Rénovation école Jules Ferry | | | | | | |
| Investissement | - | 50 000 | - | - | - | 50 000 |
| Subvention | - | - | - | - | - | - |
| | - | - | - | - | - | - |
| Locaux DDT | | | | | | |
| Investissement | 527 262 | 1 101 500 | 0 | 0 | - | 1 628 762 |
| Subvention | | 500 000 | 0 | 0 | - | 500 000 |
| | - | - | - | - | - | - |
| Logement parc privé ville | | | | | | |
| Investissement | 96 445 | 93 000 | 70 000 | 95 545 | - | 354 990 |
| Subvention | - | - | - | - | - | - |
| | | | | | | |
| Travaux gros entretien annuel (bâtiment) | | | | | | |
| Investissement | 92 602 | 400 000 | 200 000 | 200 000 | 200 000 | 1 092 602 |
| Subvention | - | 28 000 | - | - | - | 28 000 |

| | | | | | | | |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|----------------|----------------|------------------|
| Mise en sécurité de la tribune du stade | | | | | | | |
| Investissement | - | 238 000 | - | - | - | - | 238 000 |
| Subvention | - | - | - | - | - | - | - |
| | - | - | - | - | - | - | - |
| Théâtre | | | | | | | |
| Investissement | 11 822 | - | - | - | - | - | 11 822 |
| Subvention | 6 308 | - | - | - | - | - | 6 308 |
| | - | - | - | - | - | - | - |
| | | | | | | | |
| STRATEGIE URBAINE | | | | | | | |
| Investissement | 1 273 570 | 2 551 181 | 2 082 635 | 1 775 118 | 636 568 | 636 568 | 8 319 072 |
| Subvention | | 142 500 | 300 000 | 499 000 | - | - | 941 500 |
| | | | | | | | |
| Acquisitions foncières | | | | | | | |
| Investissement | 10 324 | 9 000 | 30 000 | 30 000 | 676 | 676 | 80 000 |
| Subvention | - | - | - | - | - | - | - |
| | - | - | - | - | - | - | - |
| Aide aux façades | | | | | | | |
| Investissement | 27 951 | 42 409 | 20 000 | 20 000 | 19 640 | 19 640 | 130 000 |
| Subvention | - | - | - | - | - | - | - |
| | - | - | - | - | - | - | - |
| Rénovation des sols aire de jeux + acquisition aire de jeux | | | | | | | |
| Investissement | - | 0 | 20 000 | 20 000 | 20 000 | 20 000 | 60 000 |
| Subvention | - | - | - | - | - | - | - |
| | - | - | - | - | - | - | - |
| Cour végétalisée | | | | | | | |
| Investissement | - | - | - | - | - | - | - |
| Subvention | - | - | - | - | - | - | - |
| | - | - | - | - | - | - | - |
| Programme de démolition | | | | | | | |
| Investissement | - | - | 85 000 | - | - | - | 85 000 |

| | | | | | | |
|---------------------------------------|---------|-----------|-----------|---------|---------|------------------|
| Subvention | - | - | - | - | - | - |
| | - | - | - | - | - | - |
| Eaux Pluviales | | | | | | |
| Investissement | 85 880 | 294 507 | 90 000 | 90 000 | 90 000 | 650 387 |
| Subvention | - | - | - | - | - | - |
| | - | - | - | - | - | - |
| ECLAIRAGE PUBLIC | | | | | | |
| Investissement | 474 727 | 1 900 157 | 1 352 635 | 0 | - | 3 727 519 |
| Subvention | - | 142 500 | 300 000 | - | - | 442 500 |
| | - | - | - | - | - | - |
| Effacement réseaux électriques | | | | | | |
| Investissement | - | 0 | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 300 000 |
| Subvention | - | - | - | - | - | - |
| | - | - | - | - | - | - |
| Etude Roullois | | | | | | |
| Investissement | 301 096 | 16 860 | - | - | - | 317 956 |
| Subvention | - | - | - | - | - | - |
| | - | - | - | - | - | - |
| Mobilier urbain | | | | | | |
| Investissement | 28 092 | 20 000 | 35 000 | 35 000 | 35 000 | 153 092 |
| Subvention | - | - | - | - | - | - |
| | - | - | - | - | - | - |
| Mobilité scolaire | | | | | | |
| Investissement | - | - | - | - | - | - |
| Subvention | - | - | - | - | - | - |
| | - | - | - | - | - | - |
| Petite ville de demain | | | | | | |
| Investissement | - | 50 000 | 150 000 | 150 000 | 170 000 | 520 000 |
| Subvention | - | - | - | - | - | - |
| | - | - | - | - | - | - |
| PUMP TRACK | | | | | | |
| Investissement | - | - | - | - | - | - |
| Subvention | - | - | - | - | - | - |
| | - | - | - | - | - | - |

| | | | | | | |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|
| Prog pluri annuel rénovation voirie | | | | | | |
| Investissement | 345 500 | 218 248 | 200 000 | 200 000 | 201 252 | 1 165 000 |
| Subvention | - | - | - | - | - | - |
| | - | - | - | - | - | - |
| Renovation Viaduc | | | | | | |
| Investissement | - | 0 | - | 1 130 118 | - | 1 130 118 |
| Subvention | - | 0 | 0 | 499 000 | - | 499 000 |
| | - | - | - | - | - | - |
| TOTAL INVESTISSEMENT 2022 à 2026 | 4 338 850 | 6 520 278 | 6 447 922 | 5 336 756 | 1 699 353 | 24 343 159 |
| TOTAL SUBVENTIONS 2022 à 2026 | 818 276 | 1 065 575 | 1 172 028 | 1 913 926 | 150 000 | 5 119 805 |
| | | | | | | |
| TOTAL INVESTISSEMENT 2023 à 2026 | | 6 520 278 | 6 447 922 | 5 336 756 | 1 699 353 | 20 004 309 |
| TOTAL SUBVENTIONS 2023 à 2026 | | 1 065 575 | 1 172 028 | 1 913 926 | 150 000 | 4 301 529 |

A noter que la rubrique « subventions » intègre le **fonds de concours « classique » de Mayenne Communauté** calculé sur une enveloppe globale de 3 000 000 € et répartie entre les 33 Communes selon la population soit **1 070 915 €** revenant à la Ville.

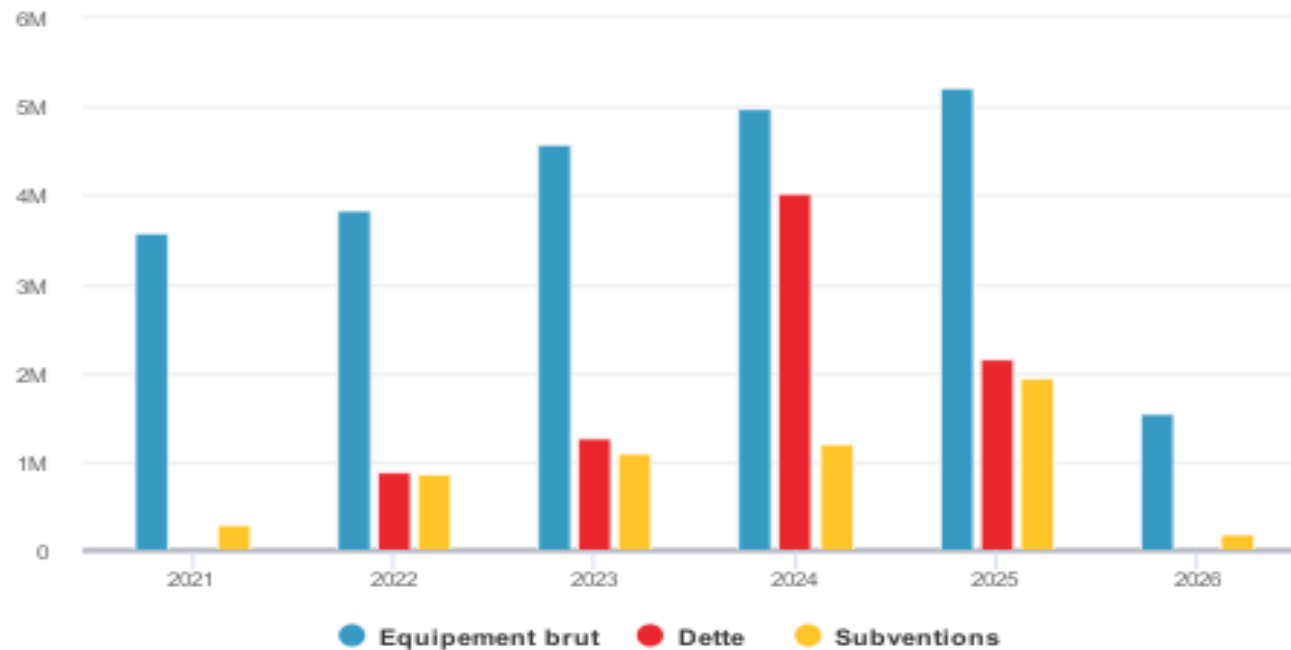
Celui-ci est, à ce stade, réparti sur l'opération rénovation énergétique et restructuration de l'école Pierre et Marie Curie pour 955 989 € et l'opération requalification du Pommier pour 114 926 €.

Si nous devons réaliser la totalité de ce PPI de 20 millions selon l'échéancier présenté, outre les recettes propres de la Ville et les subventions, il serait alors nécessaire de réaliser les emprunts suivants :

- en 2023 : 1.28 million
- en 2024 : 4.02 millions
- en 2025 : 2.16 millions

soit un total de 7.46 millions

Financement du PPI



Comment se situe la Ville de Mayenne en termes de dépenses d'équipement brut / habitant par rapport au ratio national :

| | | Ratios Ville de Mayenne | | | | | | | |
|---|----------------|-------------------------|------|------|------|------|------|------|------|
| | Ratio national | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
| Dépenses d'équipement brut / population | 297 | 161 | 78 | 277 | 296 | 332 | 361 | 378 | 113 |

C) Evolution des épargnes (avec la réalisation du PPI et dettes existante et future)

Il convient de présenter la faisabilité de ce projet de PPI de 20 millions qui nécessiterait d'emprunter globalement 7.46 millions dans l'hypothèse où l'ensemble des opérations devrait être exécuté et selon l'échéancier présenté.

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Recettes de fonctionnement courant | 17 169 222 | 17 340 356 | 18 052 028 | 18 412 796 | 18 549 676 | 19 028 278 |
| Dépenses de fonctionnement courant | 14 599 676 | 16 078 019 | 16 932 564 | 17 228 184 | 17 533 163 | 17 841 323 |
| Epargne de gestion | 2 569 546 | 1 262 337 | 1 119 464 | 1 184 612 | 1 016 512 | 1 186 954 |
| Epargne brute | 2 498 618 | 1 273 228 | 1 808 126 | 1 723 099 | 1 450 659 | 1 574 035 |
| Remboursement courant du capital de la dette | 1 160 797 | 1 033 878 | 1 103 985 | 987 282 | 1 085 627 | 892 946 |
| Epargne nette | 1 337 821 | 239 349 | 704 141 | 735 817 | 365 033 | 681 089 |
| Taux d'épargne brute : Epargne brute / RRF | 14,48 | 7,27 | 9,56 | 9,00 | 7,53 | 7,97 |

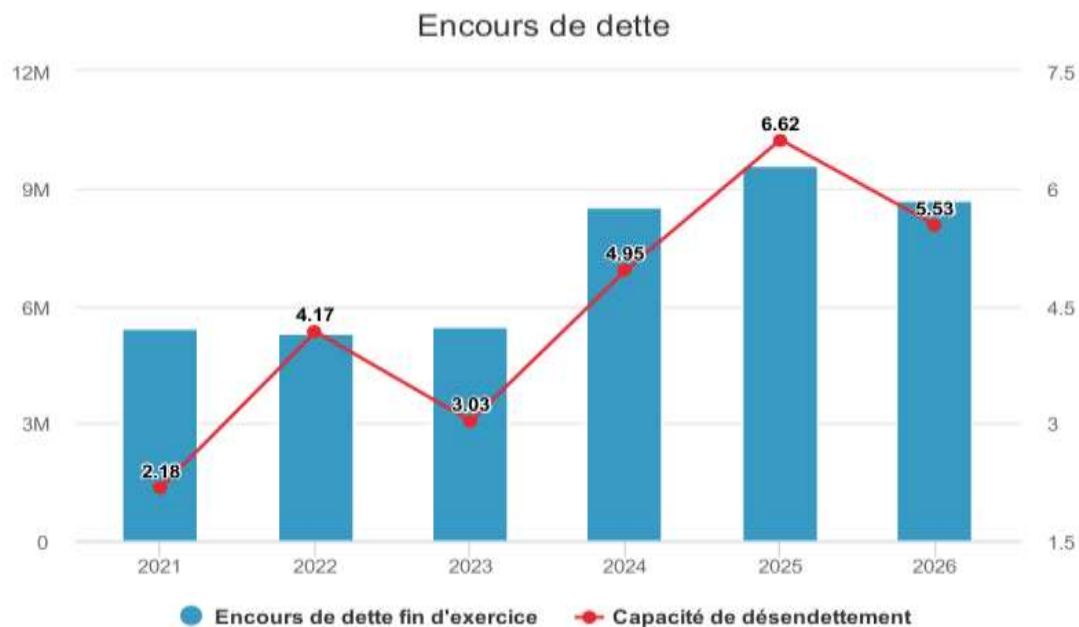
Sachant qu'il est recommandé de disposer d'un **taux d'épargne brute** d'au moins 8%, ce scénario présente une situation correcte en 2023 et 2024.

Le niveau des épargnes des années suivantes appelle à la vigilance et justifie les différentes optimisations proposées dans ce ROB :

- En fonctionnement : actions sur la baisse des dépenses avec la recherche d'économies,
- En fonctionnement : actions sur la progression des recettes avec de nouvelles recettes tarifaires et la hausse modérée des taux,
- En investissement avec des arbitrages sur les projets du PPI.

3.5 Endettement du budget principal

Evolution de l'encours de dette (existante et future) et de la capacité de désendettement



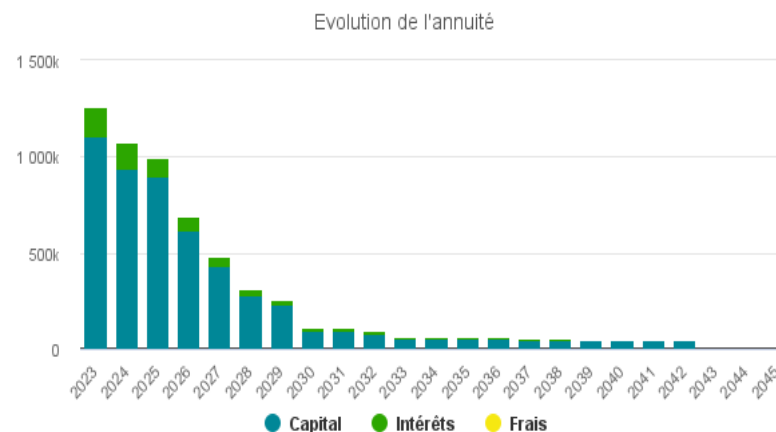
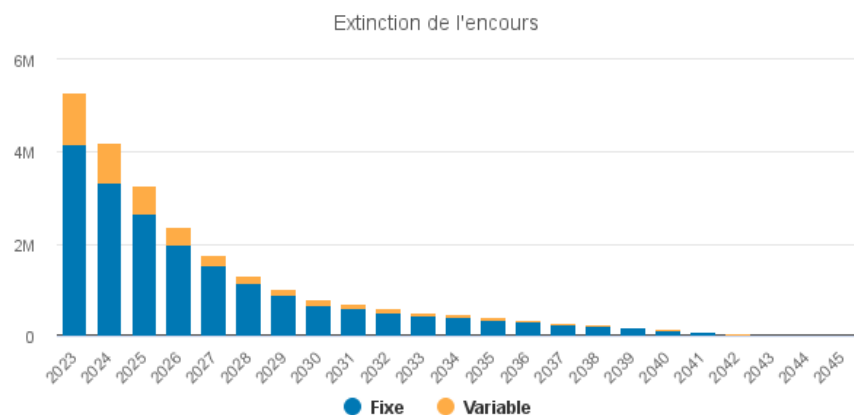
La **capacité de désendettement**, avec le niveau le plus élevé de 6,62 ans en 2025, demeure satisfaisante sur toute la période puisqu'on considère que la situation devient préoccupante à partir d'un ratio de 12 ans.

Ce ratio signifie qu'il aurait fallu, en 2022, 4 ans et 2 mois à la Ville pour rembourser son encours de dette si elle avait affecté l'intégralité de son épargne brute à ce remboursement.

| | Ratio national | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|--------------------------------------|----------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Encours de dette par habitant | 829 | 394 | 385 | 398 | 618 | 696 | 632 |

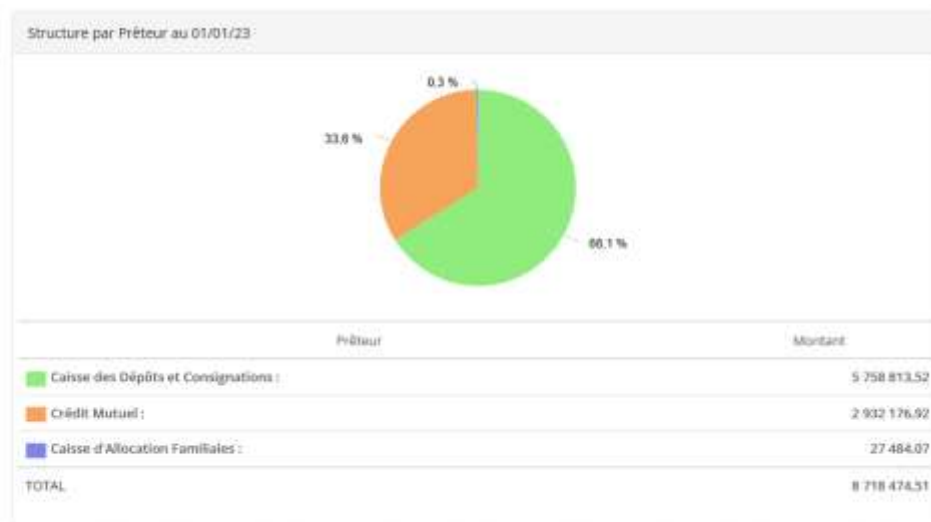
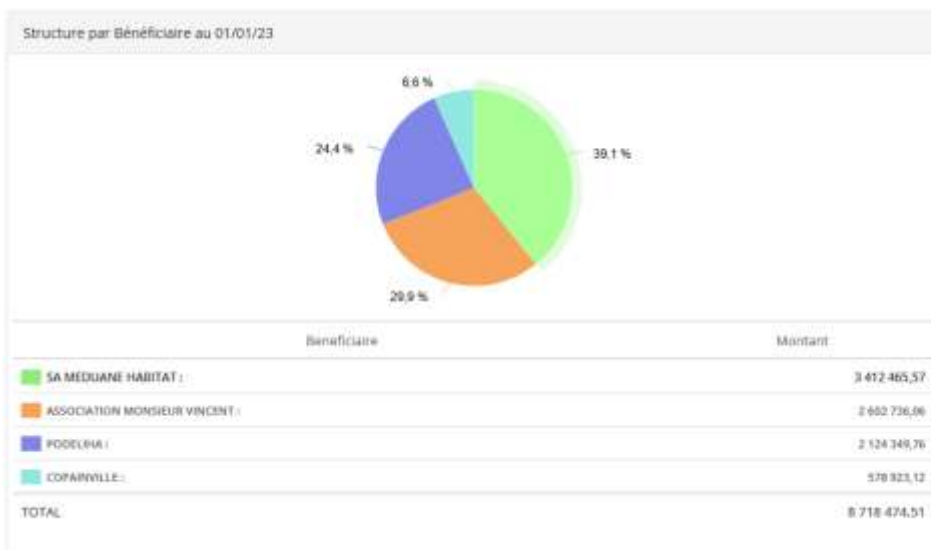
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Total 2023 à 2026 |
|-----------------------------------|-------------|----------------|------------------|------------------|------------------|-------------|-------------------|
| Dépenses réelles d'investissement | 4 181 511 | 4 580 998 | 6 520 278 | 6 447 922 | 5 336 756 | 1 699 353 | 20 004 309 |
| Recettes réelles d'investissement | 362 483 | 1 494 058 | 2 152 858 | 1 837 136 | 2 920 393 | 1 121 440 | 8 031 828 |
| Emprunts nouveaux | 0 | 900 000 | 1 281 175 | 4 026 440 | 2 160 532 | 0 | 7 468 146 |
| Dette au 31 12 | 5 436 712 | 5 304 143 | 5 482 606 | 8 523 037 | 9 599 215 | 8 707 542 | |
| Capacité de désendettement | 2,18 | 4,17 | 3,03 | 4,95 | 6,62 | 5,53 | |

Dans la prospective, le recours à de nouveaux emprunts impacte de façon modérée le ratio de désendettement grâce à l'extinction rapide de la dette existante comme le montrent les graphiques suivants :



A noter que selon le rythme de la réalisation des investissements du PPI et le volume des subventions allouées et la date de leur perception, le recours à l'emprunt et son montant seront adaptés dans le temps.

3.6 Dette garantie de la Ville



Caractéristiques de la dette au 01/01/2023

| | | | | | |
|--------------------------|---------------------|----------------------------|-------------|---------------------------------|---------------|
| Encours | 8 718 474,51 | Nombre d'emprunts * | 31 | Taux actuariel * | 3,40 % |
| Taux moyen de l'exercice | 3,06 % | Versements dans l'exercice | 0,00 | <i>* tirages futurs compris</i> | |

Charges Financières en 2023

| | | | | | |
|--|-------------------|----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Annuité | 511 014,45 | Amortissement | 317 427,47 | Intérêts Emprunts | 193 586,98 |
| Remboursement anticipé avec flux | 0,00 | Remboursement anticipé sans flux | 0,00 | ICNE | 126 165,35 |
| Intérêts lignes et billets de trésorerie | | | | | |

3.7 Rapport d'orientations des budgets annexes de la Ville

A - Budget annexe Eau et Assainissement

Éléments à retenir au titre du budget 2023 :

- ✓ une reprise de résultat de fonctionnement excédentaire 2022 moins favorable à celle reprise au budget précédent (-140 582 €) mais une reprise de résultat d'investissement excédentaire améliorée (+ 45 780 €),
- ✓ une dépense et une recette ponctuelles, propres à l'exercice 2023 liées à la 3^{ème} campagne de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans les eaux (dépense de 26 775 € / recette de 21 421 €),
- ✓ Une dépense nouvelle de 500 € annuels pour la contribution au syndicat d'eau du Nord Mayenne dans le cadre de sa démarche de gestion et de préservation de la ressource en eau liée au Plan de Gestion de la sécurité sanitaire de l'Eau (PGSSE),
- ✓ un produit issu des surtaxes ajusté au réalisé 2022 sans révision tarifaire au stade du budget primitif. A noter qu'une réflexion est engagée sur la révision de la part collectivité et notamment la suppression de la dégressivité pour la tranche gros consommateur.
- ✓ un autofinancement dégagé par la section de fonctionnement de 573 490 € moins élevé que l'autofinancement dégagé au budget 2022 (715 128 €),
- ✓ un programme de travaux 2023 de 1 177 812 € dont 513 600 € au titre de la réhabilitation du réservoir d'eau potable de Hoche.
- ✓ Un volume budgétaire deux sections confondues de 3 179 500 € en 2023 quasi similaire à 2022 (3 175 734 € en 2022)

B - Budget annexe des Pompes Funèbres

Éléments à retenir au titre du budget 2023 :

- ✓ Des reprises d'excédents antérieurs favorables, de niveaux supérieurs à ceux repris au budget précédent,
- ✓ Des recettes d'exploitation issues de la facturation des prestations en progression (+17%) en raison de l'augmentation de l'activité du service constatée en 2022,
- ✓ Des tarifs 2023 stables,
- ✓ Des dépenses d'exploitation en progression de 7% sous les effets cumulés : de l'inflation (fluides), des clauses de révision de nos contrats, de la hausse des taux d'intérêts),
- ✓ Un budget en progression de 21% toute section confondue (fonctionnement et investissement),
- ✓ Un autofinancement dégagé par la section de fonctionnement 2023 augmenté de 147 450 € par comparaison à celui dégagé au BP 2022.

C - Budget annexe du crématorium

Éléments à retenir au titre du budget 2023 :

- ✓ Des reprises d'excédents antérieurs favorables, de niveaux supérieurs à ceux repris au budget précédent,
- ✓ Des recettes d'exploitation issues de la facturation des prestations en progression (+20%) avec une inscription conforme au réalisé 2022 en référence avec l'activité du service constatée,
- ✓ Des tarifs 2023 stables,
- ✓ Des dépenses d'exploitation en progression de 12% sous les effets cumulés : de l'inflation (fluides), des clauses de révision de nos contrats, de la hausse des taux d'intérêts (prêt indexé sur Euribor),
- ✓ Un budget en progression de 14% toute section confondue (fonctionnement et investissement),
- ✓ Un autofinancement dégagé par la section de fonctionnement augmenté de 243 496 € par comparaison à celui dégagé au BP 2022.